

Résultats détaillés du 1er semestre 2018

TABLE DES MATIERES

ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2018	4
CONSIDERATIONS PROSPECTIVES	5
PARTIE 1 : COMPTES CONSOLIDES	6
Comptes de résultat trimestriels et semestriels consolidés non audités au 30 juin 2018 et 2017	6
Etats du résultat global consolidés non audités pour les périodes closes au 30 juin 2018 et 2017	8
Etats de situation financière consolidés non audités au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017	9
Tableaux de flux de trésorerie consolidés non audités pour les périodes closes au 30 juin 2018 et 2017	10
Variations des capitaux propres consolidés non audités pour les périodes closes au 30 juin 2018 et 2017	11
Notes annexes aux comptes consolidés non audités	12
PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS DES OPERATIONS	35
PARTIE 3 · PROCEDURES ET CONTROLES RELATIES A LA COMMUNICATION D'INFORMATION	49

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en pages 35 à 48 présente un tableau fidèle des évènements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 2 août 2018.

Sophie ZURQUIYAH Directeur Général

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CGG, relatifs à la période du 1er janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adoptée dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 1.1 de l'annexe qui expose les changements de méthodes comptables liés à l'application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » à compter du 1er janvier 2018;
- la note 1.3 de l'annexe qui confirme l'hypothèse de continuité d'exploitation, en lien avec la note 2 qui expose les modalités de la restructuration financière exécutée le 21 février 2018 ainsi que les effets sur les comptes semestriels consolidés résumés.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Courbevoie et Paris-La Défense, le 2 aout 2018

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

ERNST & YOUNG et Autres

Jean-Luc BARLET

Nicolas PFEUTY

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'évènements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- Les effets négatifs potentiels sur notre liquidité ou notre résultat d'exploitation ;
- L'impact du contexte économique incertain ainsi que la volatilité des prix du gaz et du pétrole ;
- Les risques sociaux, politiques et économiques, ainsi que les autres risques liés aux opérations de CGG;
- La capacité à intégrer avec succès les activités ou les actifs acquis par CGG;
- La dépréciation des écarts d'acquisition sur notre bilan ;
- La capacité à vendre nos données de la librairie multi-clients ;
- L'exposition au risque de marché des changes et aux risques liés aux instruments financiers et de capitaux propres;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- La part de la production interne dans le résultat des opérations :
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGG;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs;
- La capacité d'attirer et de retenir des employés qualifiés ;
- L'exposition au risque de contrepartie ;
- Les risques opérationnels courants et notre capacité à avoir les assurances adéquates ;
- Les liquidités du Groupe et ses perspectives ;
- Le niveau de dépenses de l'industrie du pétrole et du gaz et les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques;
- La possibilité de mettre fin de façon unilatérale à certains des contrats en carnet de commande ou de les reporter par nos clients;
- Les effets de la concurrence ;
- Les difficultés liées de façon temporaire ou permanente à la réduction de capacité de notre flotte;
- Le niveau important des coûts fixes, quel que soit le niveau d'activité de l'entreprise ;
- L'aspect saisonnier de nos revenus ;
- Les coûts de conformité ou de responsabilité liés aux lois et aux règlementations gouvernementales, y compris en matière d'environnement, de santé et de sécurité et de fiscalité;
- Les risques liés aux technologies de l'information, y compris les risques de cyber-sécurité et les risques de défaillance matérielle et logicielle;
- Le montant de l'endettement de CGG et des covenants financiers à respecter ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGG;
- Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et des fournisseurs tiers;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- La mise en œuvre d'IFRS 15, qui modifiera la constatation de certains revenus provenant de contrats avec des clients;
- Les relations avec les clients, les fournisseurs et les banques suite aux procédures de sauvegarde française et de Chapter 11 aux États-Unis; et
- Le succès dans la gestion des risques courants.

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel événement. Par ailleurs, les considérations prospectives relatives aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués dans le présent document peuvent ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 29 mars 2018. Ce document est disponible sur le site internet www.cgg.com. Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 34 89 ou en envoyant un mail à invrelparis@cgg.com ou invrelhouston@cgg.com ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG – Service Relations Investisseurs – Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine – 75015 PARIS – France.

PARTIE I: COMPTES CONSOLIDES

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

	2ème trimestre		
Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	2018	2017	
Chiffre d'affaires (1)	314,3	349,8	
Autres produits des activités ordinaires	0,4	0,3	
Total produits des activités ordinaires	314,7	350,1	
Coût des ventes (1)	(247,0)	(317,6)	
Marge brute	67,7	32,5	
Coûts nets de recherche et développement	(7,7)	(7,6)	
Frais commerciaux	(13,4)	(14,0)	
Frais généraux et administratifs	(22,5)	(19,8)	
Autres produits et charges, nets	2,2	(89,3)	
Résultat d'exploitation	26,3	(98,2)	
Coût de l'endettement financier brut	(33,7)	(49,4)	
Produits financiers sur la trésorerie	0,4	0,7	
Coût de l'endettement financier net	(33,3)	(48,7)	
Autres produits (charges) financiers	65,2	0,5	
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	58,2	(146,4)	
Impôts sur les bénéfices (1)	(10,2)	(20,8)	
Résultat net des entreprises intégrées	48,0	(167,2)	
Résultat des sociétés mises en équivalence	1,1	(2,5)	
Résultat net de l'ensemble consolidé	49,1	(169,7)	
Attribué aux :			
Actionnaires\$	47,4	(169,2)	
Actionnaires ⁽⁴⁾ €	43,2	(154,9)	
Participations ne donnant pas le contrôle\$	1,7	(0,5)	
Nombre moyen pondéré d'actions émises (2)	697 294 339	46 038 287	
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options (3)	_	_	
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites (3)	-	-	
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles	_	_	
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux bons de souscriptions	14 141 453	-	
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif (2)	711 435 792	46 038 287	
Résultat net par action ⁽²⁾			
– Base\$	0,07	(3,67)	
– Base ⁽⁴⁾ €	0,06	(3,37)	
– Dilué\$	0,07	(3,67)	
– Dilué ⁽⁴⁾ €	0,06	(3,37)	
4)			

⁽¹⁾ Voir les notes 1 et 3 pour plus d'information sur l'impact d'« IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

⁽²⁾ Le calcul du résultat net par action de base et dilué de 2017 a été ajusté suite à l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription réalisée par CGG SA le 21 février 2018. Le nombre d'actions ordinaires émises a été ajusté rétrospectivement.

⁽³⁾ Dès lors que le résultat de l'exercice 2017 est une perte, les plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous condition de performance ont un effet relutif. Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

⁽⁴⁾ Correspond au résultat du 1^{er} semestre en euros moins le résultat du 1^{er} trimestre en euros.

COMPTES DE RESULTAT INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

	Six mois clo	os le 30 juin
Montants en millions de dollars US, excepté pour les données par actions ou indication contraire	2018	2017
Chiffres d'affaires (1)	559,9	599,2
Autres produits des activités ordinaires	0,7	0,7
Total produits des activités ordinaires	560,6	599,9
Coût des ventes (1)	(485,8)	(593,9)
Marge brute	74,8	6,0
Coûts nets de recherche et développement	(15,0)	(15,8)
Frais commerciaux	(26,4)	(27,1)
Frais généraux et administratifs.	(43,6)	(40,0)
Autres produits et charges, nets	(30,6)	(118,2)
Résultat d'exploitation	(40,8)	(195,1)
Coût de l'endettement financier brut	(67,8)	(97,1)
Produits financiers sur la trésorerie	1,3	1,6
Coût de l'endettement financier net	(66,5)	(95,5)
Autres produits (charges) financiers (2)	828,0	(1,1)
Résultat avant impôt des entreprises intégrées	720,7	(291,7)
Impôts sur les bénéfices (1)	(27,4)	(23,1)
Résultat net des entreprises intégrées	693,3	(314,8)
Résultat des sociétés mises en équivalence	2,4	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	695,7	(314,8)
Attribué aux :		
Actionnaires\$	692,6	(313,3)
Actionnaires ⁽³⁾ €	571,3	(290,5)
Participations ne donnant pas le contrôle\$	3,1	(1,5)
Nombre moyen pondéré d'actions émises (4)	501 946 362	46 038 287
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux stock-options (5)	-	_
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées à l'attribution d'actions gratuites (5)	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux obligations convertibles	-	_
Nombre moyen pondéré d'actions potentielles liées aux bons de souscriptions	16 019 532	-
Nombre moyen ajusté des actions potentielles liées aux instruments ayant un effet dilutif (4)	517 965 894	46 038 287
Résultat net par action ⁽⁴⁾		
Résultat net attribuable aux actionnaires		
- Base\$	1,38	(6,80)
- Base ⁽³⁾ €	1,14	(6,31)
- Dilué\$	1,34	(6,80)
– Dilué $^{(3)}$ $\ensuremath{\epsilon}$	1,10	(6,31)

⁽¹⁾ Voir les notes 1 et 3 pour plus d'information sur l'impact d'« IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

⁽²⁾ Voir la note 2 pour plus d'informations sur l'impact de la restructuration financière.

⁽³⁾ Converti au taux moyen de 1,2122US\$ et 1,0784US\$ pour 1 Euro respectivement aux deuxièmes trimestres 2018 et 2017.

⁽⁴⁾ Le calcul du résultat net par action de base et dilué de 2017 a été ajusté suite à l'augmentation de capital avec droit préférentiel de souscription réalisée par CGG SA le 21 février 2018. Le nombre d'actions ordinaires émises a été ajusté rétrospectivement.

⁽⁵⁾ Dès lors que le résultat de l'exercice 2017 est une perte, les plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous condition de performance ont un effet relutif. Par conséquent les actions potentielles liées à ces instruments de capitaux propres n'ont pas été retenues dans la détermination du nombre moyen ajusté des actions potentielles, ni dans la détermination de la perte nette diluée par action.

ETATS DU RESULTAT GLOBAL INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US	Au 30 ju	ıin
	2018	2017
Résultat net de l'ensemble consolidé	695,7	(314,8)
Eléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net:		
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie	0,4	-
Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente	_	-
Variation de l'écart de conversion	(10,6)	11,4
Total des éléments appelés à être reclassés ultérieurement dans le résultat net (1)	(10,2)	11,4
Eléments non classés ultérieurement en résultat:		
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite	(2,3)	_
Total des éléments non reclassés ultérieurement en résultat (2)	(2,3)	-
Autres éléments du résultat global des sociétés, nets d'impôts (1) + (2)	(12,5)	11,4
Etat du résultat global consolidé de la période	683,2	(303,4)
Attribué aux :		
Actionnaires de la société mère	680,6	(302,6)
Participations ne donnant pas le contrôle	2,6	(0,8)

ETATS DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDES NON AUDITES

Montants en millions de dollars US, sauf indication contraire	30 juin 2018	31 décembre 2017
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	446,9	315,4
Clients et comptes rattachés, nets	352,6	522,6
Stocks et travaux en cours, nets	240,1	239,3
Créances d'impôt	68,2	61,6
Autres actifs courants, nets	112,0	117,0
Actifs détenus en vue de la vente	14,6	14,6
Total actif courant	1 234,4	1 270,5
Impôts différés actif (2)	18,0	21,9
Participations et autres immobilisations financières, nettes	65,5	62,6
Sociétés mises en équivalence	195,3	192,7
Immobilisations corporelles, nettes	317,7	330,3
Immobilisations incorporelles, nettes (2)	1 344,0	1 152,2
Ecarts d'acquisition des entités consolidées, nets	1 231,3	1 234,0
Total actif non-courant	3 171,8	2 993,7
TOTAL ACTIF	4 406,2	4 264,2
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Concours bancaires court terme	-	0,2
Dettes financières – part court terme	22,4	2 902,8
Fournisseurs et comptes rattachés	124,8	169,9
Dettes sociales	118,9	153,6
Impôts sur les bénéfices à payer	41,0	38,7
Acomptes clients	33,6	25,9
Provisions – part court terme	53,7	58,3
Passifs courants associés avec les créances cédées	_	9,8
Autres passifs courants (2)	252,1	123,1
Total passif courant	646,5	3 482,3
Impôts différés passif (2)	51,0	62,0
Provisions – part long terme	112,7	121,6
Dettes financières – part long terme	1 140,4	52,3
Autres passifs non courants	13,3	17,9
Total dettes et provisions non-courantes	1 317,4	253,8
Capital social : 829 868 003 actions autorisées et 698 828 907 émises au nominal de 0,01 € au 30 juin 2018 et 22 133 149 au 31 décembre 2017	8,5	20,3
Primes d'émission et d'apport	3 184,6	1 850,0
Réserves	(685,1)	(1 354,6)
Autres réserves	(33,4)	37,6
Titres d'autocontrôle	(20,1)	(20,1)
Résultats directement enregistrés en capitaux propres	(0,4)	(0,8)
Ecarts de conversion.	(53,4)	(43,3)
Total capitaux propres – attribuable aux actionnaires de la société mère	2 400,7	489,1
Participations ne donnant pas le contrôle	41,6	39,0
Total capitaux propres	2 442,3	528,1
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	4 406,2	4 264,2

Les taux de clôture au 30 juin 2018 et au 31 décembre 2017 étaient respectivement de 1,1658 US\$ pour 1 Euro et de 1,1993 US\$ pour 1 Euro.

Voir ci-après les notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires non audités

⁽¹⁾ Voir la note 2 pour plus d'informations sur l'impact de la restructuration financière du 21 février 2018

⁽²⁾ Voir les notes 1 et 3 pour plus d'information sur l'impact d'« IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE INTERMEDIAIRES CONSOLIDES NON AUDITES

	Six mois clos	le 30 juin
Montants en millions de dollars US	2018	2017
EVIN OVELENON		
EXPLOITATION Résultat net de l'ensemble consolidé ⁽¹⁾	605.7	(214.9)
	695,7	(314,8)
Amortissements et dépréciations.	71,7	95,6
Amortissements et dépréciations des études multi-clients (1)	32,0	136,6
Amortissements et dépréciations capitalisés en études multi-clients	(10,3)	(12,9)
Augmentation (diminution) des provisions	(5,1)	(30,9)
Charges liées aux stock-options	0,1	0,1
'lus ou moins-values de cessions d'actif	(6,4)	(27,4)
Lésultat des mises en équivalence	(2,4)	2.0
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	(02(2)	2,0
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie ⁽²⁾	(836,3)	63,0
lux de trésorerie net incluant le coût de la dette et la charge d'impôt	(61,0)	(88,7)
Annulation du coût de la dette financière	66,5	95,5
Annulation de la charge d'impôt ⁽¹⁾	27,4	23,1
lux de trésorerie net hors coût de la dette et charge d'impôt	32,9	29,9
mpôt décaissé	(11,2)	1,8
lux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement	21,7	31,7
Variation du besoin en fonds de roulement	70,3	(44,6)
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés (1)	181,3	(37,6)
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(1,2)	0.9
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	6.6	(5,1)
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	(45,9)	(21,8)
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(70,5)	19,0
- impact du change sur les actifs et passifs financiers		-
lux de trésorerie provenant de l'exploitation	92,0	(12,9)
NVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, nette des variations de	(61,5)	(36,9)
ournisseurs d'immobilisations, hors études multi-clients	(,-)	(+ +, -)
nvestissement en trésorerie dans les études multi-clients	(116,2)	(108,3)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	2,4	18,1
'lus ou moins-values sur immobilisations financières	_	4,5
Acquisition de titres consolidés, nette de trésorerie acquise	_	_
Variation des prêts et avances donnés/reçus	(0,3)	(0,7)
Variation des subventions d'investissement	_	_
Variation des autres actifs financiers non courants	(6,1)	1,6
lux de trésorerie affectés aux investissements	(181,7)	(121,7)
INANCEMENT	(===,-,	(,-)
Remboursement d'emprunts	(195,3)	(25,3)
Nouveaux emprunts	336,5	2,3
aiement du principal des contrats de crédit-bail.	(2,9)	(2,9)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires	(0,2)	(1,6)
Charges d'intérêt payées	(31,8)	(57,7)
ugmentation de capital :	(31,0)	(07,77
par les actionnaires de la société mère	129,1	_
par les participations ne donnant pas le contrôle	-	_
Dividendes versés et remboursement de capital :		
aux actionnaires	_	_
aux participations ne donnant pas le contrôle des sociétés intégrées		_
aux participations ne dominant pas re controle des societes integrees		_
lux de trésorerie provenant des opérations de financement	235,4	(85,2)
	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	3,3
ncidence des variations des taux de change sur la trésorerie	(14,2)	
ncidence des variations de périmètre	101.5	(7,5)
Pariation de trésorerie	131,5	(224,0)
résorerie à l'ouverture	315,4	538,8

⁽¹⁾ Voir les notes 1 et 3 pour plus d'information sur l'impact d'« IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

⁽²⁾ Incluent les impacts non-cash sur l'état des résultats consolidés de notre restructuration financière du 21 février 2018. Voir la note 2 pour plus d'informations.

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES NON AUDITES

(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	Résultats directement enregistrés en Capitaux propres	Ecarts de Conversion	Capitaux propres attribués aux actionnaires de la société-mère	donnant nas le	Total Capitaux propres
Au 1 ^{er} janvier 2017	22 133 149	20,3	1 850,0	(845,7)	171,1	(20,1)	(0,8)	(54,1)	1 120,7	36,1	1 156,8
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite (1) Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie (2) Produits (charges) nets sur actifs financiers disponibles à la vente (3) Variation de l'écart de conversion (4)								10,7	- - - 10,7	0,7	- - - 11,4
Autres éléments du résultat global consolidé (1)+(2)+(3) +(4)								10,7	10,7	0,7	11,4
Résultat net (5)				(313,3)					(313,3)	(1,5)	(314,8)
Etat du résultat global consolidé (1)+(2)+(3)+(4)+(5)				(313, 3)				10,7	(302,6)	(0,8)	(303,4)
Paiements fondés sur des actions				0,4					0,4		0,4
Variation de l'écart de conversion généré par la maison mère					(77,5)				(77,5)		(77,5)
Variation de périmètre et autres				0,2					0,2		0,2
Au 30 juin 2017	22 133 149	20,3	1 850,0	(1 158,4)	93,6	(20,1)	(0,8)	(43,4)	741,2	35,3	776,5
							Résultats		Capitaux	Particip	
(Montants en millions de dollars US excepté pour les données par actions)	Nombre d'actions émises	Capital social	Primes d'émission et d'apport	Réserves	Autres réserves	Actions propres	directement enregistrés en Capitaux propres	Ecarts de Conversion	propres attribués aux actionnaires de la société- mère	ation ne donnant pas le contrôle	Total Capitaux propres
excepté pour les données par actions) Au 31 décembre 2017	d'actions		d'émission	(1 354,6)			enregistrés en Capitaux		attribués aux actionnaires de la société- mère 489,1	ation ne donnant pas le	Capitaux propres
excepté pour les données par actions) Au 31 décembre 2017 IFRS 15 Première application (a)	d'actions émises	social 20,3	d'émission et d'apport	(1 354,6) (21,2)	37,6	(20,1)	enregistrés en Capitaux propres (0,8)	(43,3)	attribués aux actionnaires de la société- mère 489,1 (21,2)	ation ne donnant pas le contrôle	528,1 (21,2)
Au 31 décembre 2017	d'actions émises	social	d'émission et d'apport	(1 354,6)	réserves	propres	enregistrés en Capitaux propres	Conversion	attribués aux actionnaires de la société- mère 489,1	ation ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Au 31 décembre 2017	d'actions émises	social 20,3	d'émission et d'apport	(1 354,6) (21,2) (1 375,8)	37,6	(20,1)	enregistrés en Capitaux propres (0,8)	(43,3)	attribués aux actionnaires de la sociétémère 489,1 (21,2) 467,9	ation ne donnant pas le contrôle	528,1 (21,2) 506,9
Au 31 décembre 2017	d'actions émises	social 20,3	d'émission et d'apport	(1 354,6) (21,2) (1 375,8)	37,6	(20,1)	enregistrés en Capitaux propres (0,8)	(43,3)	attribués aux actionnaires de la société-mère 489,1 (21,2) 467,9 (2,3)	ation ne donnant pas le contrôle	528,1 (21,2) 506,9 (2,3)
Au 31 décembre 2017	d'actions émises	social 20,3	d'émission et d'apport	(1 354,6) (21,2) (1 375,8)	37,6	(20,1)	enregistrés en Capitaux propres (0,8)	(43,3) (43,3)	attribués aux actionnaires de la sociétémère 489,1 (21,2) 467,9 (2,3)	ation ne donnant pas le contrôle 39,0 39,0	528,1 (21,2) 506,9 (2,3)
Au 31 décembre 2017	d'actions émises	social 20,3	d'émission et d'apport	(1 354,6) (21,2) (1 375,8) (2,3)	37,6	(20,1)	enregistrés en Capitaux propres (0,8)	(43,3) (43,3)	attribués aux actionnaires de la sociétémère 489,1 (21,2) 467,9 (2,3) 0,4 - (10,1)	ation ne domant pas le contrôle 39,0 (0,5)	Capitaux propres 528,1 (21,2) 506,9 (2,3) 0,4 - (10,6)
Au 31 décembre 2017	d'actions émises	20,3 20,3	d'émission et d'apport 1 850,0 1 850,0	(1 354,6) (21,2) (1 375,8) (2,3)	37,6	(20,1)	enregistrés en Capitaux propres (0,8)	(43,3) (43,3)	attribués aux actionnaires de la sociétémère 489,1 (21,2) 467,9 (2,3) 0,4 (10,1) (12,0)	ation ne donnant pas le contrôle 39,0 (0,5)	Capitaux propres 528,1 (21,2) 506,9 (2,3) 0,4 - (10,6) (12,5)
Au 31 décembre 2017	d'actions émises 22 133 149 22 133 149	20,3 20,3 20,3	d'émission et d'apport 1 850,0 1 850,0 20,0	(2,3) (2,3) (2,3) (2,3)	37,6	(20,1)	enregistrés en Capitaux propres (0,8) (0,8)	(43,3) (43,3) (10,1) (10,1)	attribués aux actionnaires de la sociétémère 489,1 (21,2) 467,9 (2,3) 0,4 - (10,1) (12,0) 692,6 680,6	ation ne domant pas le contrôle 39,0 (0,5) (0,5)	Capitaux propres 528,1 (21,2) 506,9 (2,3) 0,4 - (10,6) (12,5) 695,7 683,2
Au 31 décembre 2017	d'actions émises 22 133 149 22 133 149 71 932 731	20,3 20,3 20,3 (20,0) 0,9	d'émission et d'apport 1 850,0 1 850,0 20,0 126,5	(2,3) (2,3) (2,3) (2,3)	37,6	(20,1)	enregistrés en Capitaux propres (0,8) (0,8)	(43,3) (43,3) (10,1) (10,1)	attribués aux actionnaires de la sociétémère 489,1 (21,2) 467,9 (2,3) 0,4 - (10,1) (12,0) 692,6 680,6 - 127,4	ation ne domant pas le contrôle 39,0 (0,5) (0,5)	Capitaux propres 528,1 (21,2) 506,9 (2,3) 0,4 - (10,6) (12,5) 695,7 683,2 - 127,4
Au 31 décembre 2017	d'actions émises 22 133 149 22 133 149 71 932 731 484 509 122	20,3 20,3 20,3 (20,0) 0,9 5,9	20,0 126,5 1 187,9	(2,3) (2,3) (2,3) (2,3)	37,6	(20,1)	enregistrés en Capitaux propres (0,8) (0,8)	(43,3) (43,3) (10,1) (10,1)	attribués aux actionnaires de la sociétémère 489,1 (21,2) 467,9 (2,3) 0,4 - (10,1) (12,0) 692,6 680,6 - 127,4 1 193,8	ation ne domant pas le contrôle 39,0 (0,5) (0,5)	Capitaux propres 528,1 (21,2) 506,9 (2,3) 0,4 - (10,6) (12,5) 695,7 683,2 - 127,4 1 193,8
Au 31 décembre 2017	d'actions émises 22 133 149 22 133 149 71 932 731	20,3 20,3 20,3 (20,0) 0,9	d'émission et d'apport 1 850,0 1 850,0 20,0 126,5	(2,3) (2,3) (2,3) (2,3) (2,3)	37,6	(20,1)	enregistrés en Capitaux propres (0,8) (0,8)	(43,3) (43,3) (10,1) (10,1)	attribués aux actionnaires de la sociétémère 489,1 (21,2) 467,9 (2,3) 0,4 - (10,1) (12,0) 692,6 680,6 - 127,4 1 193,8 1,6	ation ne domant pas le contrôle 39,0 (0,5) (0,5)	Capitaux propres 528,1 (21,2) 506,9 (2,3) 0,4 - (10,6) (12,5) 695,7 683,2 - 127,4 1 193,8 1,6
Au 31 décembre 2017	d'actions émises 22 133 149 22 133 149 71 932 731 484 509 122	20,3 20,3 20,3 (20,0) 0,9 5,9	20,0 126,5 1 187,9	(2,3) (2,3) (2,3) (2,3)	37,6 37,6	(20,1)	enregistrés en Capitaux propres (0,8) (0,8)	(43,3) (43,3) (10,1) (10,1)	attribués aux actionnaires de la sociétémère 489,1 (21,2) 467,9 (2,3) 0,4 - (10,1) (12,0) 692,6 680,6 - 127,4 1 193,8 1,6 0,3	ation ne domant pas le contrôle 39,0 (0,5) (0,5)	Capitaux propres 528,1 (21,2) 506,9 (2,3) 0,4 - (10,6) (12,5) 695,7 683,2 - 127,4 1 193,8 1,6 0,3
Au 31 décembre 2017	d'actions émises 22 133 149 22 133 149 71 932 731 484 509 122	20,3 20,3 20,3 (20,0) 0,9 5,9	20,0 126,5 1 187,9	(2,3) (2,3) (2,3) (2,3) (2,3)	37,6	(20,1)	enregistrés en Capitaux propres (0,8) (0,8)	(43,3) (43,3) (10,1) (10,1)	attribués aux actionnaires de la sociétémère 489,1 (21,2) 467,9 (2,3) 0,4 - (10,1) (12,0) 692,6 680,6 - 127,4 1 193,8 1,6	ation ne domant pas le contrôle 39,0 (0,5) (0,5)	Capitaux propres 528,1 (21,2) 506,9 (2,3) 0,4 - (10,6) (12,5) 695,7 683,2 - 127,4 1 193,8 1,6

⁽a) Voir les notes 1 et 3 pour plus d'information sur l'impact d'« IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients »

(685,1)

(33,4)

(20,1)

(0,4)

(53,4)

2 400,7

41,6

2 442,3

3 184,6

8,5

Au 30 juin 2018...... 698 828 907

⁽b) Voir la note 2 pour plus d'informations sur l'impact de la restructuration financière du 21 février 2018.

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES NON AUDITES

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

CGG S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») est un acteur mondial dans l'industrie des services géophysiques et géologiques, qui fournit une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole. Elle est également un fabricant mondial d'équipements géophysiques.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés intermédiaires résumés ci-joint sont établis conformément à la norme IAS 34 publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par l'Union Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été autorisés par le Conseil d'administration du 1^{er} aout 2018 pour publication.

Les Etats Financiers sont présentés en dollars US et ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

Pour établir les Etats Financiers consolidés conformément au référentiel IFRS, certains éléments de l'état de situation financière, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

1.1 - Principaux principes comptables

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2017, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2017 déposé auprès de la SEC le 29 mars 2018 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- IFRS 9 « Instruments financiers classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers »:
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » ;
- Amendements d'IFRS 15 «Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients»;
- Améliorations annuelles 2014-2016;
- Amendements d'IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » ;
- IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée ».

Les impacts de l'application d'IFRS 15 (Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients) et d'IFRS 9 (Instruments financiers — classification et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers) sont décrits ci-dessous. L'adoption des autres normes et interprétations n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés intermédiaires.

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2018, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

- IFRS 16 « Contrats de location » ;
- Amendements d'IFRS 9 «Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative».

Une analyse préliminaire de l'application d'IFRS 16 « Contrats de location » est détaillée ci-dessous.

En outre, le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui ne sont pas applicables et qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2018:

- Amendements d'IAS 28 «Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises»;
- Amendements d'IAS 19 « Avantages du personnel » ;
- Améliorations annuelles 2015-2017;
- IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »;
- Amendements du cadre conceptuel des normes IFRS.

La revue de ces textes est actuellement en cours afin de mesurer leur impact potentiel sur les comptes consolidés.

IFRS 9 « Instruments Financiers »

IFRS 9, publiée le 24 juillet 2014, a remplacé IAS 39 – Instruments financiers: Comptabilisation et évaluation à partir du 1^{er} janvier 2018. L'application de la norme IFRS 9 n'a pas d'impact significatif sur les comptes consolidés.

Dépréciation des actifs financiers et des actifs contractuels

IFRS 9 introduit un nouveau modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les « pertes attendues » qui remplacera le modèle existant fondé sur les « pertes avérées ». Le Groupe a évalué les pertes sur créances réelles subies au cours des dernières années. Nos clients étant généralement de grands groupes pétroliers, nationaux et internationaux, nos pertes sur créances étaient non significatives durant ces années. Nous estimons que l'application de la dépréciation selon IFRS 9 fondé sur les « pertes attendues » ne créera pas de différence significative par rapport au modèle de dépréciation selon IAS 39.

IFRS 15 «Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients»

L'IASB a publié IFRS 15, une nouvelle norme traitant de la reconnaissance des revenus qui remplace toutes les normes IFRS existantes sur les revenus. La présente norme est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 avec une application rétrospective totale (les états financiers doivent être présentés comme si la norme avait toujours été en vigueur) ou une application rétrospective limitée (en comptabilisant en capitaux propres l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme à la date de première application). CGG applique la norme IFRS 15 depuis le 1^{er} janvier 2018 avec une application rétrospective limitée.

IFRS 15 définit le cadre en matière de reconnaissance de revenu selon un processus en cinq étapes: (i) identification du contrat avec un client, (ii) identification des différentes obligations de performance du contrat, (iii) détermination du prix de la transaction, (iv) affectation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance, (v) reconnaissance du revenu et comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites. La deuxième étape permet la reconnaissance de revenu à l'avancement, à condition que certains critères soient respectés, selon les modalités de transfert au client du contrôle des biens et services fournis.

Le Groupe a débuté l'analyse des conséquences sur ses pratiques de la nouvelle norme dès 2014. Étant donné que CGG est constitué de secteurs d'activité différents et que l'application de cette norme nécessite une connaissance fine des opérations, le Groupe a initié en juin 2016, au-delà de l'approche globale, une analyse fine dite « bottom-up » pour chaque secteur d'activité.

Il ressort de cette analyse que l'application d'IFRS 15 n'implique pas de changement dans les politiques de reconnaissance du chiffre d'affaires pour les activités de contrats exclusifs de services, de ventes d'équipements et d'après-ventes multi-clients.

S'agissant spécifiquement des contrats avec les participants initiaux des études multi-clients (« préfinancement »), le Groupe obtient des engagements de ses clients préalablement à la réalisation de l'étude lesquels bénéficient en retour du droit de diriger ou d'influer sur le cahier des charges de l'étude ainsi qu'un accès anticipé aux données tout au long de leur acquisition et traitement. Le Groupe avait procédé à une analyse approfondie du modèle d'affaires multi-clients, de la pratique de l'industrie et en avait discuté avec ses commissaires aux comptes et avec ses pairs. L'analyse initiale qu'en fit CGG, partagée par l'International Association of Geophysical Contractors (IAGC), consistait à considérer la reconnaissance à l'avancement du chiffre d'affaires sur la durée de réalisation du contrat (méthode historique) comme une méthode comptable compatible avec la nouvelle norme IFRS 15 et comme la solution la plus pertinente pour fournir une vision fidèle de la performance industrielle et financière de la Société. Début 2018, le panel technique des commissaires aux comptes de CGG avait finalement conclu que cette méthode n'était pas conforme à IFRS 15.

Suite à cette décision, CGG avait étudié les mérites et la faisabilité d'un modèle de reconnaissance alternatif basé sur deux obligations de performance : une première composante Service, avec un chiffre d'affaires reconnu à l'avancement de l'acquisition des données de l'étude et de leur traitement; une seconde composante représentant la licence des données finales traitées, avec un chiffre d'affaires reconnu lors de la livraison finale de l'étude.

Cette méthode alternative de reconnaissance du chiffre d'affaires n'a pas été validée à ce stade, en l'absence de consensus sur la ventilation du prix entre les deux obligations de performance.

En conséquence, CGG a décidé de mettre en œuvre temporairement dès le premier trimestre 2018, et comme le reste de l'industrie, un modèle de reconnaissance du chiffre d'affaires au cours de la phase initiale basé sur une obligation de performance unique (c'est-à-dire la livraison des données finales traitées) ce qui implique le report intégral de la reconnaissance des revenus initiaux à la livraison des données finales traitées (participants initiaux).

Dans ce contexte CGG a décidé de présenter ses résultats comme suit :

- (i) un premier jeu de comptes (« données publiées ») où l'intégralité du revenu des contrats des participants initiaux est reconnue à la livraison des données finales traitées, et
- (ii) un second jeu de comptes (« données des activités ») correspondant à la fois aux chiffres utilisés pour les besoins du reporting interne et produits avec la méthode historique du Groupe (méthode à l'avancement), et aux règles concernant les périodes de transition qui demandent que les données soient également publiées selon l'ancienne méthode pendant toute l'année 2018.

L'objectif de CGG est d'aboutir à une position définitive avec ses commissaires aux comptes et les autorités de marché idéalement pour la publication des comptes du troisième trimestre 2018 et au plus tard pour la publication des comptes annuels 2018.

Ouverture de l'état de situation financière consolidée

Les impacts de l'adoption d'IFRS 15 sur notre état de situation financière consolidée sont présentés dans le tableau cidessous :

En millions de dollars US	Au 31 décembre 2017	Au 1 ^{er} janvier 2018	Ajustements IFRS 15
Actifs			
Clients et comptes rattachés, nets	522,6	509,2	(13,4)
Impôts différés actifs	21,9	23,4	1,5
Immobilisations incorporelles, nettes	1 152,2	1 271,2	119,0
Passifs Passifs			
Autres passifs courants	123,1	253,7	130,6
Impôts différés passif	62,0	59,7	(2,3)
Capitaux propres			
Réserves	(1 354,6)	(1 375,8)	(21,2)

Les ajustements proviennent des revenus au cours de la phase de préfinancement. Au cours des années 2016 et 2017, 144,0 millions de dollars US de chiffre d'affaires ont été reconnus à l'avancement pour des études qui n'étaient pas terminés au 31 décembre 2017. La contrepartie de ce chiffre d'affaires a été comptabilisée pour la partie non facturée et représentant 13,4 millions de dollars US en factures à établir inclus dans le poste « clients et comptes rattachés, nets » et pour la partie déjà facturée et représentant 130,6 millions de dollars US en produits constatés d'avance inclus dans le poste « autres passifs courants ». L'amortissement correspondant s'élève à 119,0 millions de dollars US et impacte le poste « immobilisations incorporelles, nettes ». L'effet cumulatif net dans les capitaux propres au 1^{er} janvier 2018 s'élève à (21,2) millions de dollars US.

Compte de résultat consolidé semestriel 2018

Les impacts de l'adoption d'IFRS 15 sur notre compte de résultat consolidé sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Pour le semestre clos le 30 juin 2018,					
En millions de dollars US	Publié	Montants sans l'application d'IFRS	Impact de l'adoption			
Chiffre d'affaires	559,9	632,6	(72,7)			
Coût des ventes	(485,8)	(537,6)	51,8			
Résultat d'exploitation	(40,8)	(19,9)	(20,9)			
Impôt sur les bénéfices	(27,4)	(28,6)	1,2			
Résultat net de l'ensemble consolidé	695,7	715,4	(19,7)			

Etat de situation financière consolidée au 30 juin 2018

Les impacts de l'adoption d'IFRS 15 dans notre état de situation financière consolidée sont présentés dans le tableau cidessous :

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, Impact de l'adoption Montants sans En millions de dollars US Publié l'application d'IFRS 15 d'IFRS 15 **Act**ifs Clients et comptes rattachés, nets 352.6 411.8 (59.2)Impôts différés actifs 18.0 16.1 1.9 Immobilisations incorporelles, nettes 170,8 1 344,0 1 173,2 **Passifs** Autres passifs courants..... 252,1 94.6 157.5 Impôts différés passif..... 51,0 54,1 (3,1)**Capitaux propres** Réserves.... (685,1)(644,2)(40,9)

Tableau de flux de trésorerie consolidé au 30 juin 2018

Les impacts de l'adoption d'IFRS 15 dans notre tableau de flux de trésorerie consolidé sont présentés dans le tableau cidessous :

	Pour le semestre clos le 30 juin 2018,					
En millions de dollars US	Publié	Montants sans l'application d'IFRS 15	Impact de l'adoption d'IFRS 15			
Résultat net de l'ensemble consolidé	695,7	715,4	(19,7)			
Amortissements et dépréciations des études multi- clients	32,0	83,8	(51,8)			
Annulation de la charge d'impôt	27,4	28,6	(1,2)			
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	181,3	108,6	72,7			

Première analyse de l'application de l'IFRS 16 « Contrats de location » applicable à partir du 1^{er} janvier 2019 (approuvée par l'Union Européenne en Novembre 2017)

La norme IFRS 16 modifie le traitement comptable des contrats de location, principalement pour les preneurs. Elle entraine la comptabilisation, pour tous les contrats de location, d'un actif représentant le droit d'utilisation de l'actif sous-jacent et d'une dette représentant les loyers à payer sur la durée attendue du contrat de location. Les contrats de location de moins d'un an et les contrats portant sur des actifs de peu de valeur peuvent être exemptés des obligations posées par IFRS 16.

CGG, en tant que preneur, comptabilisera un droit d'utilisation représentant son droit d'utiliser l'actif sous-jacent et une obligation relative aux loyers à payer.

Le Groupe a effectué un inventaire des contrats de location au 31 mai 2018. Ce travail de recensement a mis en évidence le fait que l'essentiel des obligations financières futures relatives aux contrats de location de CGG est lié aux navires (environ 70%) ainsi qu'aux bureaux (environ 25%). A ce stade, l'impact d'IFRS 16 sur la dette et les actifs de CGG est estimé à une augmentation comprise entre 0,3 milliard et 0,5 milliard de dollars US à la date de première application de la norme.

CGG prévoit d'appliquer la méthode rétrospective simplifiée.

1.2 - Jugements et utilisation d'estimations

Les jugements et hypothèses utilisés dans les états financiers sont résumés dans le tableau suivant :

Jugements et estimations	Hypothèses clés
Juste valeur des actifs et passifs acquis dans le cadre des différentes allocations du prix d'acquisition	Modèles utilisés pour déterminer la juste valeur
Evaluation des participations et immobilisations financières	Estimation de la juste valeur des actifs financiers Estimation de la valeur des sociétés mises en équivalence
Amortissement et dépréciation des études multi-clients	Taux de marge attendu par catégorie d'études
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	Durée d'utilité des actifs
Valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs	Perspectives industrielles du marché de la géophysique et
incorporels	date de reprise
	Taux d'actualisation (CPMC)
Avantages postérieurs à l'emploi	Taux d'actualisation
	Taux d'adhésion aux avantages postérieurs à l'emploi
	Taux d'inflation
Provisions pour restructuration et contrats déficitaires	Estimation des coûts futurs liés aux plans de
	restructuration et aux contrats déficitaires
Provisions pour risques, charges et litiges	Appréciation du risque lié aux litiges auxquels le Groupe
	est partie prenante
Reconnaissance du chiffre d'affaires	Estimation de l'avancement des contrats
	Estimation de la juste valeur des différents éléments
	identifiables d'un contrat
Coûts de développement	Estimation des avantages futurs des projets
Impôts différés actifs	Hypothèses de réalisation de bénéfices fiscaux futurs

1.3 - Continuité d'exploitation

Les états financiers consolidés au 30 juin 2018 ont été approuvés par le conseil d'administration le 1^{er} août 2018 suivant le principe de continuité d'exploitation.

Les principales étapes de la mise en œuvre du plan de restructuration ont été mises en œuvre avec succès le 21 février 2018 (voir note 2 pour plus de détails) et les procédures judiciaires engagées relatives à la procédure de sauvegarde française et à la procédure américaine de « Chapter 11 » sont désormais terminées, à l'exception du pourvoi en cassation de certains détenteurs d'obligations convertibles (voir note 10 pour plus de détails). Le Conseil d'administration du 8 mars 2018 a estimé que le Groupe ne faisait plus face à des incertitudes significatives susceptibles de remettre en cause sa capacité à poursuivre ses activités.

Le conseil d'administration réuni le 1^{er} août 2018 a conclu que la préparation des états financiers consolidés au 30 juin 2018 selon la méthode de la continuité de l'exploitation est une hypothèse appropriée.

1.4 – Principes comptables

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des activités ordinaires tiré de contrats conclus avec des clients est reconnu suivant le processus en cinq étapes de la norme IFRS 15. Les paragraphes suivants fournissent une description des principales natures d'obligations de performance par secteur d'activité, le moment où elles sont satisfaites, et des détails sur les prix de transaction et leurs allocations, si nécessaire.

Acquisition de Données Contractuelles

Acquisition de Données Contractuelles Marine

Dans le cadre de ses contrats d'acquisition contractuelle marine, le Groupe réalise des services d'acquisition de données sismiques pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat. L'avancement est calculé sur la production réalisée et livrée au client.

Les contrats précisent soit le prix total du contrat (pour les contrats clés en main et forfaitaires), soit les prix unitaires (pour les taux journaliers ou les contrats au kilomètre carré). Lorsque le contrat inclut l'acquisition et le traitement des données, l'allocation est basée sur le prix de vente unitaire de chaque prestation et le chiffre d'affaires est reconnu en fonction du pourcentage d'avancement de chaque prestation.

Dans la plupart des cas, la facturation est mensuelle et basée sur la production réalisée matérialisée par l'acceptation du client. Comme l'acceptation est souvent obtenue quelques jours après la date de clôture, la contrepartie du chiffre d'affaires reconnu au cours du mois est comptabilisée en factures à établir, c'est-à-dire en actifs sur contrats.

Lorsqu'il est prévu que les coûts soient récupérés, c'est-à-dire lorsque la marge du contrat est positive, les coûts liés au transit du navire vers une étude sont comptabilisés en tant qu'actifs au titre des coûts d'exécution du contrat. Ces actifs sont ensuite amortis sur la durée de l'étude.

Acquisition Terrestre et Multi-Physique

Dans le cadre de ses contrats d'acquisition terrestre et multi-physique, le Groupe réalise des services d'acquisition de données sismiques pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires selon la méthode à l'avancement, c'est-à-dire en fonction du taux d'exécution du contrat. Pour les contrats clés en main terrestre, l'avancement est calculé sur les coûts directs décaissés. Pour les contrats avec un taux journalier terrestre et multi-physique, l'avancement est calculé sur des rapports mensuels de production réalisée ou de services rendus.

Les contrats précisent soit le prix total du contrat (pour les contrats clés en main et forfaitaires), soit les prix unitaires (pour les taux journaliers ou les contrats au kilomètre carré). Lorsque le contrat inclut l'acquisition et le traitement des données, l'allocation est basée sur le prix de vente unitaire de chaque prestation et le chiffre d'affaires est reconnu en fonction du pourcentage d'avancement de chaque prestation.

Dans la plupart des cas, la facturation est effectuée mensuellement en fonction de la production acquise matérialisée par l'acceptation du client. Comme l'acceptation est souvent obtenue quelques jours après la date de clôture, la contrepartie du chiffre d'affaires reconnu au cours du mois est comptabilisée en factures à établir, c'est-à-dire en actifs sur contrats.

Lorsqu'il est prévu que les coûts soient récupérés, c'est-à-dire lorsque la marge du contrat est positive, les coûts liés à la mobilisation d'une équipe terrestre sont comptabilisés en tant qu'actifs au titre des coûts d'exécution du contrat. Ces actifs sont ensuite amortis sur la durée de l'étude.

GGR

Contrats d'imagerie et réservoir

Dans le cadre de ses contrats d'imagerie et réservoir, le Groupe effectue le traitement de données sismiques pour des clients spécifiques. Les contrats peuvent comprendre une ou plusieurs obligations de performance. Pour chacune des obligations de performance, le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à l'avancement, au fur et à mesure que les services sont rendus. L'avancement est calculé comme le rapport entre le temps passé et la durée totale attendue de la prestation. Le solde du chiffre d'affaires reconnu à l'avancement des prestations de services qui n'est pas facturé aux clients est comptabilisé en factures à établir, c'est-à-dire en actifs sur contrats.

Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires provenant de la vente de logiciels lors de la mise à disposition du logiciel au client (et des codes/clés d'accès le cas échéant). Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance est reconnu sur la durée du contrat. Lorsque le contrat inclut la vente du logiciel ainsi que sa maintenance, le prix est alloué en fonction du prix de vente unitaire de chaque prestation et le chiffre d'affaires pour le logiciel est reconnu lors de la mise à disposition du logiciel alors que le chiffre d'affaires pour la maintenance est reconnu sur la durée du contrat. Dans la plupart des cas pour ce type de contrats, une facture unique est émise suite à la mise à disposition de la licence et le montant correspondant à la maintenance est comptabilisé en produits constatés d'avance dès l'origine, c'est-à-dire en passifs sur contrats.

Le Groupe met à la disposition de clients spécifiques des services de conseil en géophysique ou des formations. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires à l'avancement, au fur et à mesure que les prestations sont effectuées. L'avancement est calculé comme le rapport entre le temps passé et la durée totale du contrat.

Le Groupe accorde des licences d'utilisation de données géologiques à plusieurs clients. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lors de la mise à disposition des données au client.

Le Groupe fournit des licences permettant d'accéder à une base de données géologique dynamique pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires sur la durée du contrat. Dans la plupart des cas pour ce type de contrats, une seule facture est émise en début d'année et le montant est comptabilisé en produits constatés d'avance dès l'origine, c'est-à-dire en passifs sur contrats.

Contrats de ventes d'études multi-clients après leur livraison

Dans le cadre de ses contrats de ventes d'études multi-clients après leur livraison, le Groupe fournit une licence nonexclusive pour l'utilisation de données sismiques traitées à plusieurs clients. Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires lors de la mise à disposition des données au client. Dans certains cas, des contrats après-vente significatifs comportent plusieurs livrables. Le revenu est alors alloué aux différents éléments du contrat en fonction du prix de vente unitaire de chacun, qui peut être différente de la ventilation contractuelle. Une facture unique est émise lors de la mise à disposition des données pour le montant total du contrat.

Dans certains cas, le chiffre d'affaires peut être comptabilisé à partir d'obligations de performance déjà réalisées par le passé. Cela arrive lorsqu'un client est déjà en possession de la licence pour certaines données et i) est racheté par un autre concurrent qui n'a pas encore la même licence (et est donc amené à payer un « transfer fee ») ou ii) implique un autre partenaire – lui permettant ainsi d'avoir accès aux données licenciées – pour l'exploration d'un bloc (« farm-in », « uplift »). Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il y a un accord sur le prix et – dans les cas des « transfer fee » – lorsque l'acheteur notifie le Groupe qu'il ne lui restituera pas les données.

Contrats avec les participants initiaux des études multi-clients

Merci de se référer à la Note 1.1 – « Principes Comptables - IFRS 15 - Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients».

Equipement

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé lors de la livraison au client, c'est-à-dire lorsque le contrôle est transféré à celui-ci. Lorsque de tels contrats nécessitent un paiement anticipé partiel ou total, ces paiements sont comptabilisés comme des acomptes clients, c'est-à-dire en passifs sur contrats.

Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires provenant de la vente de logiciels lors de la mise à disposition du logiciel au client. Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance est reconnu sur la durée du contrat. Lorsque le contrat inclut la vente du logiciel ainsi que sa maintenance, le prix est alloué en fonction du prix de vente unitaire de chaque prestation et le chiffre d'affaires pour le logiciel est reconnu lors de la mise à disposition du logiciel alors que le chiffre d'affaires pour la maintenance est reconnu sur la durée du contrat. Dans la plupart des cas pour ce type de contrats, une facture unique est émise suite à la mise à disposition de la licence et le montant correspondant à la maintenance est comptabilisé en produits constatés d'avance dès l'origine, c'est-à-dire en passifs sur contrats.

Etudes multi-clients (immobilisations incorporelles)

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles (y compris les éventuels coûts de transit). Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Un test de dépréciation d'actif est effectué au moins une fois par an (ou plus fréquemment en cas d'indice de perte de valeur).

Les études multi-clients sont amorties d'une manière qui reflète le profil de consommation de leurs avantages économiques durant les périodes de préfinancement et d'après-ventes. Un taux d'amortissement de 80 % correspondant au ratio des coûts capitalisés par rapport au total des ventes attendues durant la vie comptable de l'étude est appliqué sur toute vente normative de l'étude, à moins d'indications spécifiques conduisant à l'utilisation d'un taux différent. Si tel est le cas, le taux d'amortissement est ajusté pour refléter, le cas échéant, l'impact commercial des éléments de prix convenus. Compte tenu du cycle économique d'un projet multi-clients, nos études sont en général complètement amorties ou dépréciées dans les cinq ans suivant leur livraison.

Dépenses de développement (immobilisations incorporelles)

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le Groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « coûts nets de recherche et développement ».

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur cinq ans.

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

NOTE 2 – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

Processus de restructuration financière

Pour plus de détails sur les étapes entreprises en 2017 du processus de restructuration financière. Se référer à la note 2 – « Evènements significatifs » des états financiers consolidés du Document de Référence 2017.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 13 novembre 2017 a décidé de réduire le capital social d'un montant total de 17 485 188 euros, par voie de diminution de la valeur nominale de chaque action, ramenée de 0,80 euro à 0,01 euro. La réalisation définitive de cette réduction de capital a été constatée le 15 janvier 2018 par le Conseil d'administration de la Société, qui a également constaté que le capital social est ramené d'un montant de 17 706 519 euros (son montant initial) à un montant de 221 331 euros divisé en 22 133 149 actions d'une valeur nominale d'un centime (0,01) d'euro chacune. La somme de 17 485 188 euros, correspondant au montant de la réduction de capital, a été affectée au compte « prime d'émission ».

Le 21 février 2018, CGG a réalisé avec succès une augmentation de capital avec maintien du DPS d'un montant de 112 215 060,36 euros (prime d'émission incluse) (l'« Emission avec DPS »), par voie d'émission de 71 932 731 actions de la Société (les « Actions Nouvelles ») chacune assortie d'un bon de souscription d'actions (les « BSA #2 » et ensemble avec les Actions Nouvelles, les « ABSA »), au prix de souscription unitaire de 1,56 euro par ABSA (soit 0,01 euro de nominal et 1,55 euro de prime d'émission).

A l'issue de la période de souscription qui s'est achevée le 2 février 2018, la demande totale, qui s'est élevée à 132,5 millions d'euros, a été supérieure de 20,3 millions d'euros à l'objectif visé, soit un taux de souscription de 118,06 %. Le nombre d'ABSA souscrites à titre irréductible s'élève à 65 283 036 et représente 90,76 % des ABSA à émettre. La demande à titre réductible a porté sur 19 639 466 ABSA et n'a été en conséquence que partiellement satisfaite à hauteur de 6 649 695 ABSA.

Le 21 février 2018, CGG a finalisé la mise en œuvre de son plan de restructuration financière, répondant aux objectifs de la Société de renforcer son bilan et sa flexibilité financière pour continuer à investir dans l'avenir. Ce plan comprenait (i) la conversion en capital de la quasi-totalité de la dette non-sécurisée, (ii) l'extension des échéances de la dette sécurisée et (iii) l'apport de liquidités complémentaires pour faire face à divers scénarios d'activité.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de restructuration financière, la Société a émis le 21 février 2018:

— 663,6 millions de dollars US en principal d'obligations sécurisées de premier rang, à échéance 2023, portant intérêt à un taux variable de Libor (plancher 1 %) + 6,5 % en numéraire et 2,05 % d'intérêts capitalisés (émis

- par CGG Holding (U.S.) Inc.), en échange du solde des Prêts Sécurisés, après prise en compte du remboursement partiel initial de 150 millions de dollars US. Le 24 avril 2018, CGG a procédé au refinancement des Obligations sécurisées de premier rang 2023 par l'émission des Nouvelles Obligations de premier rang 2023;
- 355,1 millions de dollars US et 80,4 millions d'euros en principal d'obligations sécurisées de second rang, à échéance 2024, portant intérêt à un taux variable de Libor (plancher 1%) + 4 % en numéraire et 8,5 % d'intérêts capitalisés (émis par CGG SA). Cette émission comprend 275 millions de dollars US, 80,4 millions d'euros de nouvelles liquidités et 80,2 millions de dollars US en échange d'une partie des intérêts courus au titre des Obligations Senior (étant précisé que les obligations libellées en dollars qui correspondent aux nouvelles liquidités et à l'échange d'une partie des intérêts courus au titre des Obligations Senior sont fongibles);
- 71 932 731 actions de la Société (les « Actions Nouvelles ») chacune assortie d'un bon de souscription d'actions (les « BSA #2 » et ensemble avec les Actions Nouvelles, les « ABSA »), toutes souscrites en espèces par des titulaires de droits préférentiels de souscription. Les produits bruts de l'augmentation de capital de CGG s'élèvent à 112 millions d'euros;
- 35 311 528 actions nouvelles (Actions Créanciers 1) résultant de la conversion en capital des OCEANES;
- 449 197 594 actions nouvelles (Actions Créanciers 2) résultant de la conversion en capital des Obligations Senior;
- 22 133 149 bons de souscription d'actions attribués au profit des actionnaires de CGG (les « BSA #1 »);
- 113 585 276 bons de souscription d'actions au profit des souscripteurs aux Nouvelles Obligations de Second Rang (les « BSA #3 »);
- 7 099 079 bons de souscription d'actions attribués aux membres du comité ad hoc des porteurs d'Obligations Senior (les « BSA de Coordination »);
- 10 648 619 bons de souscription d'actions attribués aux membres du comité ad hoc des porteurs d'Obligations Senior (les « BSA de Garantie »).

Suite à l'émission des Actions Nouvelles, des Actions Créanciers 1 et des Actions Créanciers 2, le capital social de la Société s'établissait au 21 février 2018 à un montant de 5 785 750,02 euros, divisé en 578 575 002 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro.

	BSA #1	BSA #2	BSA #3	BSA de Coordination	BSA de Garantie
Nombre total de BSA émis	22 133 149	71 932 731	113 585 276	7 099 079	10 648 619
Parité d'exercice	3 BSA #1 pour 4 actions nouvelles	3 BSA #2 pour 2 actions nouvelles	1 BSA #3 pour 1 action nouvelle	1 BSA de Coordination pour 1 action nouvelle	1 BSA Garantie pour 1 action nouvelle
Prix d'exercice	3,12 euros par action nouvelle	4,02 euros par action nouvelle	0,01 euro par action nouvelle	0,01 euro par action nouvelle	0,01 euro par action nouvelle
Nombre d'actions maximum à émettre sur exercice des BSA (hors ajustements)	29 477 536	47 955 154	113 585 276	7 099 079	10 648 619
Date d'échéance prévue des BSA	21 février 2022	21 février 2023	21 août 2018	21 août 2018	21 août 2018

Voir note 9 pour plus d'informations sur l'exercice des BSA entre le 21 février 2018 et le 30 juin 2018.

Avant la conversion en capital des dettes non sécurisées, les Obligations Senior et les OCEANEs ont été respectivement radiées du marché Euro MTF de la Bourse de Luxembourg et d'Euronext Paris.

Le plan de restructuration financière de CGG a été finalisé le 21 février 2018.

Suite à la restructuration financière avec règlement-livraison de tous les titres et instruments, CGG bénéficie d'une situation de bilan assainie avec notamment :

- Produits nets de la restructuration du 21 février 2018 pour un montant de 308 millions de dollars US (ou de 260 millions de dollars US après le paiement des frais liés à la restructuration) converti au taux de 1,2312 pour 1€, du 21 février 2018.

_	Composante en Euros (En million d'Euros)	Composante en USD (En millions de dollars)	Total (En millions de dollars)
Produits nets de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel	103,5	-	127,4
Produits nets de l'émission des obligations sécurisées de second rang 2024	72,1	247,8	336,5
Remboursement des obligations sécurisées de premier rang 2023	-	(150,0)	(150,0)
Paiement des intérêts des OCEANEs	(4,5)	-	(5,5)
Produits nets de la restructuration	171,1	97,8	308,4
Paiement des frais liés à la restructuration	(20,3)	(22,9)	(48,0)
Produits nets	150,8	74,9	260,4

- La restructuration financière avec règlement-livraison de tous les titres et instruments, et incluant les charges de période liées aux dettes non sécurisées restructurées, s'est traduite au premier semestre 2018 par un gain de 759 millions de dollars US dans le compte de résultat consolidé. De plus, les capitaux propres ont augmenté de 1 323 millions de dollars US suite à l'émission des nouvelles actions (provenant de la conversion en capital de la dette non sécurisée, de l'augmentation de capital et de l'exercice futur de BSA #3, de BSA de Coordination et de BSA de Garantie). L'augmentation totale des capitaux propres s'est élevée à 2 082 millions de dollars.

Le tableau ci-après détaille les impacts de la restructuration financière :

	Compte de résultat	Capitaux propres	Total (En millions de dollars)
Conversion en capital de la dette non sécurisée	1 062,1	930,6	1 992,7
Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel	_	127,4	127,4
Exercice futur de BSA #3, de BSA de Coordination et de BSA de Garantie	(250,6)	250,6	-
Commissions de souscription et commissions d'engagement des obligations sécurisées de second rang 2024	(37,4)	_	(37,4)
Frais de « rollover » liés aux obligations sécurisées de premier rang 2023 ⁽¹⁾	_	-	-
Frais de conseils	(12,5)	_	(12,5)
Impôts différés	_	12,6	12,6
Autres	(2,9)	1,6	(1,3)
Total	758,7	1 322,8	2 081,5

(1) Conformément à l'accord régissant les obligations sécurisées de premier rang émises le 21 février 2018, des frais de « rollover » de 3 % (19,9 million de dollars US) s'appliqueraient si les obligations n'étaient pas refinancées dans les 3 mois suivant la mise en œuvre de la restructuration financière. Cependant, aucun frais de « rollover » n'est dû suite au refinancement de ces obligations, le 24 avril 2018.

La conversion en capital de la dette non sécurisée a impacté les capitaux propres à hauteur de la valeur comptable de la dette. Selon les IFRS (IFRIC 19), l'impact au compte de résultat sur la ligne «Autres produits (charges) financiers » correspond à la différence entre la valeur comptable de la dette convertie et la juste valeur des actions nouvelles. Compte tenu de l'évolution du cours de l'action les 21 et 22 février 2018, la société a conclu qu'un prix de souscription unitaire de 1,56 euro par action nouvelle était une estimation raisonnable de la juste valeur.

Selon IFRS 2, l'émission des BSA #3, des BSA de Coordination et des BSA de Garantie a impacté négativement le compte de résultat consolidé (sur la ligne « Autres produits (charges) financiers ») sans impact sur les capitaux propres. En raison du prix d'exercice de 0,01 euro et d'une maturité très courte de six mois, la juste valeur calculée selon la méthode Black & Scholes est de 1,56 – 0,01=1,55 euro par BSA. L'exercice des BSA impactera les capitaux propres à hauteur de la trésorerie perçue au titre de ces BSA (l'impact sera non significatif en raison du prix d'exercice de 0,01 euro par action nouvelle).

L'ensemble des frais a été comptabilisé dans le compte de résultat consolidé (sur la ligne « Autres produits (charges) financiers » pour les commissions de souscription et commissions d'engagement) sans avoir été capitalisé.

Les impôts différés passifs liés à la conversion en capital des OCEANEs ont été repris en capitaux propres sans impacter le compte de résultat consolidé.

Refinancement des obligations sécurisées de premier rang à échéance en 2023

Les accords des obligations sécurisées de premier rang venant à échéance en 2023 et émises le 21 février 2018 (appelées dans ce paragraphe les « Obligations de Premier Rang Refinancées ») par CGG Holding (U.S.) Inc. (une filiale détenue indirectement à 100 % par CGG SA) dans le cadre du plan de restructuration prévoyaient une fenêtre de refinancement au pair jusqu'au 21 mai 2018. Pour profiter de cette fenêtre, le Groupe a lancé en avril 2018 une nouvelle offre d'obligations sécurisées de premier rang pour refinancer les « Obligations de Premier Rang Refinancées ».

Le 24 avril 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a émis des obligations sécurisées de premier rang à échéance 2023 d'un montant nominal total de 300 millions de dollars US portant intérêt au taux de 9,000% et d'un montant nominal total de 280 millions d'euros portant intérêt au taux de 7,875% (ensemble, les «Nouvelles Obligations de Premier Rang»).

Ces « Nouvelles Obligations de Premier Rang » représentent lors de leur émission un montant nominal total de 645 millions de dollars US (convertis au taux de 1,2323 pour 1€) à un coupon moyen pondéré de 8,40%. En refinançant intégralement les « Obligations de Premier Rang Refinancées » lors de la fenêtre prévue à cet effet, le Groupe évite la capitalisation en principal de la commission de renouvellement (« rollover fee ») de 3% (correspondant à 19,9 millions de dollars US), réduit le montant de ses charges d'intérêt comparé aux « Obligations de Premier Rang Refinancées »

(qui portaient intérêt à un taux annuel égal au Libor à trois mois plus 6,50% en numéraire et 2,05% d'intérêts capitalisés) et bénéficie d'une période plus courte pendant laquelle le remboursement anticipé des obligations n'est pas autorisé (avril 2020 pour les « Nouvelles Obligations de Premier Rang » contre février 2021 pour les « Obligations de Premier Rang Refinancées »).

Le 9 mai 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a utilisé le produit de l'émission, complété des liquidités nécessaires, pour le remboursement anticipé total des « Obligations de Premier Rang Refinancées ».

Les « Nouvelles Obligations de Premier Rang » et les obligations sécurisées de second rang à échéance 2024 partagent le même panier de sécurités qui comprend notamment la librairie Multi Client US, les titres des principales entités opérationnelles de Sercel (Sercel SAS et Sercel Inc.), les titres des entités opérationnelles significatives de GGR et certains prêts internes.

Renouvellement de la gouvernance

Le Conseil d'administration de CGG, réuni le 26 avril 2018, a nommé Philippe Salle au poste de Président du Conseil d'administration. Sophie Zurquiyah a pris ses fonctions de Directeur général du Groupe et a été nommée administrateur par l'assemblée générale réunie le même jour. Depuis le début de l'exercice, le conseil d'administration de CGG a achevé le processus de renouvellement de la gouvernance du groupe avec la cooptation de 6 nouveaux administrateurs.

La composition du Conseil d'administration de CGG est la suivante :

Nom	<u>Fonctions</u>
Mr. Philippe Salle (a)	Administrateur indépendant et Président du Conseil d'administration
Mme. Sophie Zurquiyah (a)	Administrateur et Directeur général
Mr. Mario Ruscev (a)	Administrateur indépendant
Mr. Robert F. Semmens	Administrateur
Mme. Anne-France Laclide	Administrateur indépendant
Mme. Gilberte Lombard	Administrateur indépendant
Mme. Colette Lewiner (a)	Administrateur indépendant
Mme. Helen Lee Bouygues (a)	Administrateur indépendant
Mme. Heidi Petersen (a)	Administrateur indépendant
Mr. Michael Daly	Administrateur indépendant
Mr. Patrice Guillaume (b)	Administrateur représentant les salariés

- (a) Nommé en 2018
- (b) Administrateur représentant les salariés en application de l'article L.225-27-1 du Code de commerce

NOTE 3 – CHIFFRE D'AFFAIRES

Ventilation des produits des activités ordinaires

Le tableau ci-après détaille les principales sources du chiffre d'affaires pour le semestre clos le 30 Juin 2018:

	Pour le semestre clos le 30 juin 2018							
En millions de dollar US	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Total Consolidé			
Acquisition de Données Contractuelles Marine	68,4	_	_	_	68,4			
Acquisition Terrestre et Multi-Physique	59,8	_	_	_	59,8			
Multi-clients - préfinancements	_	_	0,2	_	0,2			
Multi-clients Après-ventes	_	_	122,0	_	122,0			
Total Multi-clients	_	_	122,2	_	122,2			
Imagerie et Réservoir	_	_	193,5	_	193,5			
Equipement, équipements terrestres	_	_	_	92,0	92,0			
Equipement, équipements marines	_	_	_	56,6	56,6			
Total Equipement	_	_	_	148,6	148,6			
Chiffre d'affaires interne	(3,9)	_		(28,7)	(32,6)			
Chiffre d'affaires total Groupe publié	124,3	_	315,7	119,9	559,9			
Impact d'IFRS 15 sur les préfinancements	_	_	72,7	_	72,7			
Chiffre d'affaires total avant l'impact IFRS 15	124,3	_	388,4	119,9	632,6			

Soldes des contrats

Les soldes des contrats, incluant l'impact d'IFRS 15 sont présentés ci-dessous:

En millions de dollar US	Au 30 juin 2018	Au 1 ^{er} janvier 2018
Créances client	262,4	361,9
Factures à établir	90,2 90,2	147,3 147,3
Acomptes clients	(20,1) (204,8) (224,9)	(7,4) (180,3) (187,7)

Le niveau élevé des produits constatés d'avance est la conséquence directe de l'impact de la norme IFRS 15 décrit dans la note 1.1. Les préfinancements qui ne sont pas reconnus avant la livraison finale de l'étude augmentent les produits constatés d'avance (et diminuent les factures à établir dans une moindre mesure).

Les soldes des contrats, sans l'impact d'IFRS 15, se présenteraient de la façon suivante:

En millions de dollar US	Au 30 juin 2018	Au 31 décembre 2017
Créances client	262,4	361,9
Factures à établir	149,4	160,7
Total actifs sur contrat	149,4	160,7
Acomptes clients	(20,1)	(7,4)
Produits constatés d'avance	(47,3)	(49,7)
Passifs sur contrats	(67,4)	(57,1)

Le Chiffre d'affaires généré entre le 30 juin 2018 et le 31 décembre 2017 et provenant des passifs sur contrat s'élève à 22,8 millions de dollar US.

Le chiffre d'affaires généré pendant la période close le 30 juin 2018 et provenant des obligations de performance remplies (ou remplies partiellement) avant le 1 janvier 2018 s'élèvent à 19,7 millions de dollar US.

Carnet de commandes - Prix de transaction affecté aux obligations de performance qui restent à remplir

Le montant total du prix de transaction affecté aux obligations de performance non remplies ou partiellement non remplies (c'est-à-dire le carnet de commandes contractuel) au 30 juin 2018 s'élève à 683,0 millions de dollars US, dont 486,1 millions de dollar US pour 2018, 146,9 millions de dollar US pour 2019 et 50,0 millions de dollars US pour 2020 et au-delà. Ces montants incluent les préfinancements multi-clients reconnus à la livraison. Si le chiffre d'affaires lié au préfinancement avait été reconnu au fil du temps, conformément à l'ancienne méthode (c'est-à-dire avant IFRS 15), le montant total aurait été de 466,3 millions de dollars US dont 314,9 millions de dollars US pour 2018, 101,4 millions de dollars US pour 2019 et 50,0 millions de dollars US pour 2020.

Actifs comptabilisés au titre des coûts d'obtention ou d'exécution de contrats

En millions de dollar US	Au 30 juin 2018
Actifs comptabilisés au titre des coûts d'obtention de contrats	
Total	_

Le Groupe n'a pas de coût répondant à la définition des coûts d'obtention d'un contrat.

Les coûts comptabilisés pour l'exécution d'un contrat peuvent être les coûts relatifs à un navire en transit ou ceux d'une mobilisation d'équipe terrestre, uniquement si ces coûts peuvent être récupérés (c'est-à-dire lorsque la marge du contrat est positive).

NOTE 4 – DETTES FINANCIERES ET TRESORERIE

La dette financière brute du Groupe au 30 juin 2018 s'élève à 1 162,8 millions de dollars US. Elle s'élevait à 2 955,3 millions de dollars US au 31 décembre 2017. Se référer à la note 2 « Evènements significatifs » pour plus d'informations quant à l'impact de la restructuration financière finalisée le 21 février 2018 sur la dette financière et au refinancement des obligations sécurisées de premier rang finalisé le 24 avril 2018.

Notre dette brute se décompose comme suit au 30 juin 2018 :

_	30 juin 2018			31 décembre 2017	
	Dette courante	Dette non courante	Total	Total	
		(en millions d	e dollars US	5)	
Dettes non sécurisées	_	_	_	1 969,9	
Prêt à terme	_		_	337,4	
Lignes de crédit	_		_	470,5	
Obligations sécurisées de premier rang 2023	_	626,4	626,4	_	
Obligations sécurisées de second rang 2024 (intérêts capitalisés inclus)	_	462,4	462,4		
Emprunts bancaires et autres emprunts	3,9	3,4	7,3	4,6	
Contrats de crédit-bail	5,5	48,2	53,7	58,1	
Sous-total	9,4	1 140,4	1 149,8	2 840,5	
Intérêts courus	13,0	_	13,0	114,6	
Dette financière	22,4	1 140,4	1 162,8	2 955,1	
Découverts bancaires	_	_	_	0,2	
Total	22,4	1 140,4	1 162,8	2 955,3	

Notre dette brute avant intérêts courus et découverts bancaires se décompose par sources de financement comme suit au 30 juin 2018 :

	Date d'émission	Echéance	Montant nominal 30 Juin 2018	Solde net 30 Juin 2018	Taux d'intérêt
			(En millions de devises)	(En millions de dollars US)	
Obligations sécurisées de premier rang 2023	2018	2023	€280,0	326,4	7,875%
Obligations sécurisées de premier rang 2023	2018	2023	US\$300,0	300,0	9,0%
Sous-total Obligations de premier rang				626,4	
Obligations sécurisées de second rang 2024	2018	2024	€80,4	93,7	4% numéraire 8,5% intérêts capitalisés
Obligations sécurisées de second rang 2024	2018	2024	US\$355,1	355,1	4% numéraire 8,5% intérêts capitalisés
Intérêts capitalisés Obligations sécurisées de second rang 2024	_	_	_	13,6	4% numéraire 8,5% intérêts capitalisés
Sous-total Obligations de second rang				462,4	
Emprunts bancaires		_		1,1	
Autres emprunts	_	_	_	6,2	_
Sous-total Emprunts bancaires et autres emprunts				7,3	
Crédit-bail immobilier	2010	2022	€75,1	53,5	_
Autres crédits-baux	_	_	_	0,2	_
Sous-total crédits-baux				53,7	
Total Dettes long terme hors intérêts courus et					
découverts bancaires				1 149,8	

Notre dette brute avant intérêts courus et découverts bancaires se décompose par devise comme suit au 30 juin 2018 :

En millions de dollars US	30 juin 2018
Dollar US	672,4
Euro	477,4
Total Dette financière, hors intérêts courus et découverts bancaires	1 149,8

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de restructuration financière, CGG Holding (U.S.) Inc. a émis le 21 février 2018 des obligations sécurisées de premier rang et CGG SA a émis des obligations sécurisées de second rang. Simultanément, la quasi-totalité de la dette non sécurisée a été convertie en capitaux propres.

Obligations sécurisées de premier rang 2023

Le 21 février 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a émis 663,6 millions de dollars US d'obligations sécurisées de premier rang à échéance 2023 et portant intérêt à un taux variable de Libor (plancher à 1%) + 6,5% en numéraire et 2,05% d'intérêts capitalisés. Ces obligations sécurisées de premier rang 2023 ont été émises en échange du solde des Prêts Sécurisés après le remboursement partiel initial de 150 millions de dollars US.

Nouvelles Obligations de Premier Rang 2023

Les accords des obligations sécurisées de premier rang venant à échéance en 2023 et émises le 21 février 2018 (appelées dans ce paragraphe les « Obligations de Premier Rang Refinancées ») par CGG Holding (U.S.) Inc. (une filiale détenue indirectement à 100 % par CGG SA) dans le cadre du plan de restructuration prévoyaient une fenêtre de refinancement au pair. Pour profiter de cette fenêtre, le Groupe a lancé en avril 2018 une nouvelle offre d'obligations sécurisées de premier rang pour refinancer les « Obligations de Premier Rang Refinancées ».

Le 24 avril 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a émis des obligations sécurisées de premier rang à échéance 2023 d'un montant nominal total de 300 millions de dollars US portant intérêt au taux de 9,000% et d'un montant nominal total de 280 millions d'euros portant intérêt au taux de 7,875% (ensemble, les «Nouvelles Obligations de Premier Rang»).

Obligations sécurisées de second rang 2024

Le 21 février 2018, CGG SA a émis 355,1 millions de dollars US et 80,4 millions d'euros d'obligations sécurisées de second rang (462,4 millions de dollars US au 30 juin 2018 en incluant les intérêts capitalisés comptabilisés entre le 21 février 2018 et le 30 juin 2018, à un taux de 1,1658 pour 1€) à échéance 2024 et portant intérêt à un taux variable de Libor/Euribor en fonction de la devise (plancher à 1%) + 4% en numéraire et 8,5% d'intérêts capitalisés. Cette émission comprend 275 millions de dollars US, 80,4 millions d'euros de nouvelles liquidités et 80,2 millions de dollars US en échange d'une partie des intérêts courus au titre des Obligations Senior (étant précisé que les obligations libellées en dollars qui correspondent aux nouvelles liquidités et à l'échange d'une partie des intérêts courus au titre des Obligations Senior sont fongibles).

Les obligations sécurisées de premier rang 2023 et les obligations sécurisées de second rang 2024 partagent le même panier de sécurités comprenant notamment la librairie multi-clients US, les titres des principales entités opérationnelles Sercel (Sercel SAS et Sercel Inc.), les titres des principales entités opérationnelles de GGR et certains prêts internes.

NOTE 5 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

Depuis le 3e trimestre 2015, le Groupe est organisé en quatre secteurs (i) Acquisition de Données Contractuelles, (ii) Géologie, Géophysique et Réservoir, (iii) Equipement, (iv) Ressources Non Opérées. L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Prenant acte du bas de cycle particulièrement long que traverse le marché sismique, et à l'aune des communications des Majors du secteur des hydrocarbures à l'été 2015 soulignant la nécessité de réduire plus encore leurs dépenses d'exploration dans un contexte de repli marqué et durable du prix du baril, CGG a décidé au troisième trimestre 2015 de mettre en œuvre de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe et notamment de réduire sa flotte marine à cinq navires pour la dédier de manière prépondérante à la production multi-clients. Cette flotte réduite sera ainsi désormais allouée en moyenne pour deux tiers à des programmes multi-clients et pour un tiers seulement à des études exclusives. Les coûts des ressources non-opérées sont reportés dans le secteur opérationnel « Ressources Non-Opérées ». Depuis avril 2017, et la mise en place du nouveau régime de propriété de la flotte, les navires non-opérés et leurs coûts associés (incluant notamment les coûts de « cold-stacking ») ont été transférés à Global Seismic Shipping AS (« GSS »).

Ces secteurs sont les suivants:

- Acquisition de Données Contractuelles, qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
 - Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
 - Acquisition Terrestre et Multi-physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.
- Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »). Ce secteur opérationnel regroupe les activités données multiclients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous menons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive), et Imagerie et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques et solutions de gestion de données géologiques). Ces deux secteurs opérationnels combinent souvent leurs offres commerciales générant ainsi des synergies entre leurs activités respectives. Le secteur GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des bateaux alloués à la production multi-clients ;
- **Equipement**, qui est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine. Nous opérons cette activité au travers de notre sous-groupe Sercel;
- Ressources Non Opérées, qui comprend les coûts des ressources marines non opérées. Les capitaux employés de ce secteur comprennent les actifs non opérés et les provisions relatives au Plan de Transformation. Dans ce secteur, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

En complément du résultat d'exploitation, le résultat avant charges d'intérêts et d'impôts (« EBIT ») peut être utilisé comme un indicateur de performance pour les secteurs par le management.

L'EBIT est défini comme le résultat d'exploitation plus le résultat des sociétés mise en équivalence. C'est un agrégat utilisé par le management pour apprécier la contribution des entités mises en équivalence aux résultats du Groupe.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, impôts, résultat des sociétés mises en équivalence, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-clients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires.

Les ventes internes analytiques entre les secteurs d'activité sont effectuées aux prix du marché. Elles correspondent principalement à des ventes de matériels effectuées par le secteur Équipements pour les secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR (la référence étant le marché spot). Comme GGR comprend la capacité marine allouée aux études multi-clients, il n'y a plus de services rendus par l'Acquisition de Données Contractuelles pour GGR au titre des études multi-clients. Les transactions entre les filiales du Groupe sont effectuées au prix du marché.

Ces revenus inter-secteurs et le résultat opérationnel en découlant sont éliminés en consolidation et présentés dans la colonne « Éliminations et autres ».

Les ventes inter-secteurs du secteur Équipement et le résultat opérationnel en découlant, sont éliminés en consolidation et présentés comme suit dans les tableaux ci-dessous : (i) le résultat d'exploitation et l'EBIT relatif à nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentés après élimination des dépenses d'amortissement correspondant aux marges inter-segments inclues dans les immobilisations vendues par le secteur Équipements aux secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR; et (ii) les dépenses d'investissements industriels de nos secteurs Acquisition de Données Contractuelles et GGR sont présentées après élimination de la marge inter-secteur.

Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne « Éliminations et autres » dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs sont suivis au niveau de la société-mère.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux « Participations et autres immobilisations financières » et « Trésorerie et équivalents de trésorerie » dans les états de situation financière consolidés. Le Groupe ne présente pas ces actifs par zone géographique.

Les capitaux employés représentent le total des actifs hors « Trésorerie et équivalents de trésorerie », moins (i) les « Passifs courants » hors « Concours bancaires » et « Dettes financières court terme » et (ii) les passifs non courants hors « Dettes financières ».

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation, l'EBITDAS et l'EBIT par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par zone géographique (localisation client).

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018

En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Données des activités	Ajustements IFRS 15	Plan de Transformation / Restructuration Financière	Total Consolidé / Données Publiées
Chiffre d'affaires tiers	. 63,9	_	203,3	70,7	_	337,9	(23,6)	_	314,3
Chiffre d'affaires inter-secteur	. 3,0	-	-	12,2	(15,2)	_	_	_	-
Chiffre d'affaires total	. 66,9		203,3	82,9	(15,2)	337,9	(23,6)	-	314,3
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	. (9,7)	(0,1)	(18,4)	(7,5)	(0,1)	(35,8)	_	_	(35,8)
Dotation aux amortissements multi-clients	. –		(39,2)	-	-	(39,2)	13,6	-	(25,6)
Résultat d'exploitation (2)	. (7,4)	(5,5)	64,1	1,0	(12,5)	39,7	(10,0)	(3,4)	26,3
EBITDAS	. 2,3	(5,4)	116,8	8,6	(12,6)	109,7	(23,6)	(3,4)	82,7
Résultat des sociétés mises en équivalence (1)	. 3,5	(2,1)	(0,3)	-	_	1,1	_	-	1,1
Résultat avant intérêts et taxes (2)	. (3,9)	(7,6)	63,8	1,0	(12,5)	40,8	(10,0)	(3,4)	27,4
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) (3)	. 4,5	-	14,7	9,1	4,7	33,0	_	-	33,0
Investissement en trésorerie dans les études multi- clients-clients, nettes de trésorerie	. –	_	54,2	_	_	54,2	_	-	54,2

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017

	- · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·							
En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Données des activités	Plan de Transformation	Total Consolidé / Données Publiées
Chiffre d'affaires tiers	. 81,3	_	220,7	47,8	-	349,8	_	349,8
Chiffre d'affaires inter-secteur	0,7	-	_	5,2	(5,9)	_	_	_
Chiffre d'affaires total	82,0	-	220,7	53,0	(5,9)	349,8	_	349,8
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	(11,7)	(3,3)	(20,8)	(7,1)	0,2	(42,7)	_	(42,7)
Dotation aux amortissements multi-clients	. –	-	(88,9)	_	-	(88,9)	_	(88,9)
Résultat d'exploitation (2)	(12,7)	(5,3)	37,3	(12,6)	(10,2)	(3,5)	(94,7)	(98,2)
EBITDAS	(0,9)	(2,0)	139,3	(5,5)	(10,9)	120,0	(94,7)	25,3
Résultat des sociétés mises en équivalence (1)	. 0,3	(2,8)	_	-		(2,5)	=	(2,5)
Résultat avant intérêts et taxes (2)	(12,4)	(8,1)	37,3	(12,6)	(10,2)	(6,0)	(94,7)	(100,7)
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) (3) Investissement en trésorerie dans les études multi-	3,4	=	10,6	4,7	(1,2)	17,5	-	17,5
clients-clients, nettes de trésorerie	_	_	60,0	-	_	60,0	_	60,0

- (1) Le résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'élève à 5,0 millions de dollars US pour le 2^e trimestre 2018 contre (1,0) millions de dollars US pour le 2^e trimestre 2017.
- (2) Pour le 2^e trimestre 2018, la colonne « Eliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (10,2) millions de dollars US et des éliminations inter-secteurs pour (2,3) millions de dollars US. Pour le 2^e trimestre 2017, la colonne « Eliminations et Autres » incluait des frais de siège d'un montant de (8,3) millions de dollars US et des éliminations inter-secteurs pour (1,9) millions de dollars US.
- (3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (8,1) millions de dollars US pour le 2^e trimestre 2018 et pour le 2^e trimestre 2017. La colonne « Eliminations et Autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

Analyse par Secteur d'activité

Pour le semestre clos le 30 juin 2018

En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Données des activités	Ajustements IFRS 15	Plan de Transformation / Restructuration Financière	Total Consolidé / Données Publiées
Chiffre d'affaires tiers	. 124,3	_	388,4	119,9	_	632,6	(72,7)	_	559,9
Chiffre d'affaires inter-secteur	. 3,9	-	-	28,7	(32,6)	-	_	_	_
Chiffre d'affaires total	. 128,2	_	388,4	148,6	(32,6)	632,6	(72,7)	-	559,9
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	. (18,9)	(0,1)	(37,7)	(14,8)	(0,2)	(71,7)	_	-	(71,7)
Dotation aux amortissements multi-clients	. –	-	(83,8)	-	-	(83,8)	51,8	-	(32,0)
Résultat d'exploitation (2)	. (41,8)	(12,5)	102,5	(8,9)	(21,9)	17,4	(20,9)	(37,3)	(40,8)
EBITDAS	. (22,8)	(12,4)	213,7	6,0	(21,8)	162,7	(72,7)	(37,3)	52,7
Résultat des sociétés mises en équivalence (1)	. 8,8	(5,6)	(0,8)	-	-	2,4	-	-	2,4
Résultat avant intérêts et taxes (2)	. (33,0)	(18,1)	101,7	(8,9)	(21,9)	19,8	(20,9)	(37,3)	(38,4)
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) (3)	19,2	-	29,6	11,2	1,5	61,5	-	-	61,5
Investissement en trésorerie dans les études multi- clients-clients, nettes de trésorerie		-	116,2	-	_	116,2	-	-	116,2
Capitaux employés	. 0,3	0,1	2,2	0,6	_	3,2	-	_	3,2
Total Actif	. 0,5	0,1	2,6	0,6	-	3,8	0,1	-	3,9

Pour le semestre clos le 30 juin 2017

						•		
En millions de dollars US sauf pour les actifs et les capitaux employés (en milliards de dollars US)	Acquisition de Données Contractuelles	Ressources Non Opérées	GGR	Equipement	Eliminations et Autres	Données des activités	Plan de Transformation	Total Consolidé / Données Publiées
Chiffre d'affaires tiers	. 147,1	_	378,7	73,4	_	599,2	=	599,2
Chiffre d'affaires inter-secteur	. 1,4		-	12,0	(13,4)	-	=	-
Chiffre d'affaires total	. 148,5		378,7	85,4	(13,4)	599,2	=	599,2
Dotation aux amortissements (hors multi-clients)	. (25,1)	(15,6)	(40,2)	(14,7)	_	(95,6)	-	(95,6)
Dotation aux amortissements multi-clients	. –	_	(136,6)	_	_	(136,6)	-	(136,6)
Résultat d'exploitation (2)	. (51,3)	(25,6)	55,6	(29,0)	(20,4)	(70,7)	(124,4)	(195,1)
EBITDAS	. (26,1)	(10,0)	219,5	(14,2)	(20,5)	148,7	(124,4)	24,3
Résultat des sociétés mises en équivalence (1)	. 2,8	(2,8)	-	_	_	-	-	_
Résultat avant intérêts et taxes (2)	. (48,5)	(28,4)	55,6	(29,0)	(20,4)	(70,7)	(124,4)	(195,1)
Acquisition d'immobilisations (hors multi-clients) (3)	8,0	_	21,8	7,8	(0,7)	36,9	-	36,9
Investissement en trésorerie dans les études multi- clients-clients, nettes de trésorerie	_	-	108,3	-		108,3	_	108,3
Capitaux employés	. 0,4		2,3	0,6	_	3,3	=	3,3
Total Actif	. 0,6	0,1	2,6	0,7	_	4,0	_	4,0

- (1) Le résultat opérationnel des sociétés mises en équivalence s'élève à 8,9 millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2018 contre 2,7 millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2017.
- (2) Pour le 1^{er} semestre 2018, la colonne « Eliminations et Autres » inclut des frais de siège d'un montant de (18,3) millions de dollars US et des éliminations inter-secteurs pour (3,6) millions de dollars US. Pour le 1^{er} semestre 2017, la colonne « Eliminations et Autres » incluait des frais de siège d'un montant de (16,4) millions de dollars US et des éliminations inter-secteurs pour (4,0) millions de dollars US.
- (3) Les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles comprennent des coûts de développement capitalisés de (16,1) millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2018 et (14,6) millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2017. La colonne « Eliminations et Autres » correspond à la variation des fournisseurs d'immobilisations.

Chiffre d'affaires par zone géographique avant IFRS 15 (Chiffre d'affaires des activités)

Le tableau ci-après présente les chiffres d'affaires des activités par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires des activités total (hors ajustement IFRS 15):

	Pour le trimestre clos le 30 juin				
En millions de dollars US, excepté les pourcentages	2018		2017		
Amérique du nord	63,8	19 %	96,7	28 %	
Amérique latine	38,5	11 %	105,6	30 %	
Europe, Afrique et Moyen Orient	171,9	51 %	106,0	30 %	
Asie Pacifique	63,7	19 %	41,5	12 %	
Total Chiffre d'affaires des activités	337,9	100 %	349,8	100 %	

_	Pour le semestre clos le 30 juin					
En millions de dollars US, excepté les pourcentages	2018		2017			
Amérique du nord	121,0	19 %	174,2	29 %		
Amérique latine	98,1	16 %	166,2	28 %		
Europe, Afrique et Moyen Orient	275,1	43 %	179,1	30 %		
Asie Pacifique	138,4	22 %	79,7	13 %		
Total Chiffre d'affaires des activités	632,6	100 %	599,2	100 %		

NOTE 6 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	Pour les six mois clos le 30 juin		
En millions de dollar US	2018	2017	
Dépréciation d'actifs	_		
Charges de restructuration	(49,6)	(235,8)	
Variation des provisions pour restructuration	12,3	90,4	
Dépréciations exceptionnelles et charges de restructuration, nettes	(37,3)	(145,4)	
Autres produits (charges) non récurrents	0,5	_	
Gains (pertes) de change sur contrats de couverture	(0,2)	(0,2)	
Plus (moins) values sur cessions d'actifs	6,4	27,4	
Total Autres produits et charges, net	(30,6)	(118,2)	

Pour les six mois clos le 30 juin 2018

Charges de restructuration et variation des provisions pour restructuration

Les coûts de restructuration liés au Plan de Transformation du Groupe se sont élevés à (37,3) millions de dollars US au 30 juin 2018, dont (3,4) million de dollars US comptabilisés sur le 2^e trimestre 2018.

Les coûts de restructuration comprennent:

- (i) 14,8 millions de dollars US d'honoraires professionnels principalement liés aux procédures de sauvegarde française ainsi que dans le Chapter 11 aux États-Unis (voir note 2 « Engagement du processus de restructuration financière ») ; et
- (ii) 22,5 millions de dollars US d'autres charges de restructuration au titre du Plan de Transformation du Groupe.

Plus (moins) values sur cessions d'actifs

Ce poste comprend des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que le coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.

Charges de restructuration et variation des provisions pour restructuration

Les « éléments non récurrents, nets » s'élevaient à (145,4) millions de dollars US au 30 juin 2017, dont (115,7) million de dollars US comptabilisés sur le 2^e trimestre 2017.

Ces coûts de restructuration liés au Plan de Transformation du Groupe comprenaient:

- (i) 12,3 millions de dollars US de charges de restructuration liés à l'accord permettant de réduire le montant dû au titre du contrat d'affrètement d'un navire d'exploration sismique en opération. Cette charge correspondait à la compensation accordée au propriétaire du navire lors de la renégociation du contrat d'affrètement,
- (ii) 72,1 millions de dollars US de charges de restructuration liés à la réduction des montants dus en vertu de la renégociation et de la prolongation des contrats d'affrètement des navires "Vega" et "Sirius" suite au changement de propriété de la flotte. Cette charge correspondait à la compensation accordée à ESV et OSV lors de la renégociation des contrats d'affrètement,
- (iii) 53,0 millions de dollars US de charges de restructuration principalement liés aux procédures de sauvegarde française ainsi que dans le Chapter 11 aux États-Unis,
- (iv) 8,0 millions de dollars US d'autres charges de restructuration au titre du Plan de Transformation du Groupe.

Plus (moins) values sur cessions d'actifs

En 2017, ce poste comprenait un gain de 21,0 millions de dollars US réalisé lors de notre contribution à la joint-venture GSS créée avec Eidesvik en avril 2017.

Ce poste comprenait également des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que le coût des équipements marine endommagés et/ou mis au rebut.

NOTE 7 – CREANCES ET COMPTES RATTACHES

En 2017, le Groupe a conclu un contrat avec une institution financière afin de percevoir des paiements anticipés dans le cadre d'un projet d'acquisition marine et de traitements de données avec un client, puis dans un second temps d'affacturer des créances commerciales liées à ce projet. La première partie de ce contrat a été mené avec succès et est maintenant terminée. Dans le cadre de ce contrat, le montant des créances commerciales transférées s'élevait à 56,1 millions de dollars US au 30 juin 2018. Les principaux risques conservés par le Groupe sont le risque de non-paiement pour une période de 60 jours et le risque de litige commercial, lesquels ont été historiquement bas au regard des créances transférées. En conséquence, le Groupe a constaté un montant s'élevant à 5,6 millions de dollars US correspondant à son implication continue. Les coûts relatifs reconnus en résultat d'exploitation sont non significatifs.

NOTE 8 – TRANSACTIONS AVEC DES SOCIETES LIEES

		30 juin 2018		30 juin 2017			
En millions de dollars US	Co-entreprises et activités conjointes (a)	Entités Associées (b)	Total	Co-entreprises et activités conjointes (a)	Entités Associées (b)	Total	
Ventes de matériel géophysique Locations de matériel, revenus	0,2	7,2	7,4	0,3	2,3	2,6	
d'affrètement et autres services rendus	4,9	4,3	9,2	7,0	4,5	11,5	
Produits des activités ordinaires	5,1	11,5	16,6	7,3	6,8	14,1	
Coûts d'affrètement	(11,3)	_	(11,3)	(14,9)	_	(14,9)	
management)	(21,1)	(0,1)	(21,2)	(11,6)	_	(11,6)	
Autres achats et prestations de services	(2,0)	(0,3)	(2,3)	(0,5)	(1,2)	(1,7)	
Charges d'exploitation	(34,4)	(0,4)	(34,8)	(27,0)	(1,2)	(28,2)	
Autres produits (charges) financiers	0,3	_	0,3	(0,2)	_	(0,2)	
Créances commerciales, autres créances courantes et contrats d'intermédiaires	22,4	12,4	34,8	17,8	8,5	26,3	
Prêts et avances consentis	34,0	_	34,0	16,5	_	16,5	
Total Actifs	56,4	12,4	68,8	34,3	8,5	42,8	
Dettes fournisseurs, autres passif courants et contrats d'intermédiaires	12,6	3,9	16,5	12,6	14,4	27,0	
Total Passifs	12,6	3,9	16,5	12,6	14,4	27,0	
Engagements des loyers futurs Engagements de prestations de services	381,2	_	381,2	410,8	_	410,8	
maritimes	156,5	_	156,5	116,0	_	116,0	
Engagements hors-bilan	537,7	-	537,7	526,8	_	526,8	

⁽a) correspond principalement aux sociétés mises en équivalence du secteur opérationnel Acquisition de Données Contractuelles marine ;

Aucune facilité de paiement ou prêt n'a été accordé au Groupe par les actionnaires pendant les trois dernières années.

NOTE 9 - CAPITAL SOCIAL ET PLAN D'OPTIONS

Capital social et bon de souscription d'actions

Les opérations sur capital pour les six mois clos le 30 juin 2018 ont été les suivantes :

- une réduction de la valeur nominale de chaque action de 0,80 euro à 0,01 euro (voir note 2 pour plus de détails),
- la Société a émis le 21 février 2018 (voir note 2 pour plus de détails) :
 - 71 932 731 actions de la Société (les « Actions Nouvelles ») chacune assortie d'un bon de souscription d'actions (les « BSA #2 » et ensemble avec les Actions Nouvelles, les « ABSA »), toutes souscrites en espèces par des titulaires de droits préférentiels de souscription. Les produits bruts de l'augmentation de capital de CGG s'élèvent à 112 millions d'euros;
 - 35 311 528 actions nouvelles (Actions Créanciers 1) résultant de la conversion en capital des OCEANES;
 - 449 197 594 actions nouvelles (Actions Créanciers 2) résultant de la conversion en capital des Obligations Senior;
 - 22 133 149 bons de souscription d'actions attribués au profit des actionnaires de CGG (les « BSA #1 »);
 - 113 585 276 bons de souscription d'actions au profit des souscripteurs aux Nouvelles Obligations de Second Rang (les « BSA #3 »);
 - 7 099 079 bons de souscription d'actions attribués aux membres du comité ad hoc des porteurs d'Obligations Senior (les « BSA de Coordination »);
 - 10 648 619 bons de souscription d'actions attribués aux membres du comité ad hoc des porteurs d'Obligations Senior (les « BSA Garantie »).

Suite à l'émission des Actions Nouvelles, des Actions Créanciers 1 et des Actions Créanciers 2, le capital social de la Société s'établit à un montant de 5 785 750,02 euros, divisé en 578 575 002 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro.

⁽b) correspond principalement aux sociétés mises en équivalence du secteur opérationnel Acquisition terrestre et aéroportée ;

L'exercice des BSA entre le 21 février 2018 et le 30 juin 2018 est détaillé dans le tableau ci-dessous :

	BSA #1	BSA #2	BSA #3	BSA de Coordination	BSA Garantie
Nombre total de BSA émis	22 133 149	71 932 731	113 585 276	7 099 079	10 648 619
Nombre total de BSA exercés	28 026	32 232	104 283 404	6 364 657	9 546 988
Nombre total de BSA restant	22 105 123	71 900 499	9 301 872	734 422	1 101 631
Parité d'exercice	3 BSA #1 pour	3 BSA #2 pour	1 BSA #3 pour	1 BSA de	1 BSA Garantie
	4 actions	2 actions	1 action	Coordination	pour 1 action
	nouvelles	nouvelles	nouvelle	pour 1 action	nouvelle
				nouvelle	
Prix d'exercice	3,12 euros par	4,02 euros par	0,01 euro par	0,01 euro par	0,01 euro par
	action nouvelle	action nouvelle	action nouvelle	action nouvelle	action nouvelle
Nombre d'actions maximum à émettre sur exercice des BSA (hors ajustements)	29 477 536	47 955 154	113 585 276	7 099 079	10 648 619
Nombre d'actions émises	37 368	21 488	104 283 404	6 364 657	9 546 988
Nombre d'actions à émettre	29 440 168	47 933 666	9 301 872	734 422	1 101 631
Date d'échéance prévue des RSA	21 février 2022	21 février 2023	21 août 2018	21 août 2018	21 août 2018

Suite à l'émission des Actions Nouvelles, des Actions Créanciers 1, des Actions Créanciers 2 et de l'exercice des BSA, le capital social de la Société s'établit à un montant de 6 988 289,07 euros, divisé en 698 828 907 actions d'une valeur nominale de 0,01 euro au 30 juin 2018.

Plan d'options

Nouveaux plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites soumises à conditions de performance

Le Conseil d'administration du 27 juin 2018 a décidé d'attribuer :

- 732 558 options de souscription d'actions au Directeur Général. Le prix d'exercice desdites options est de 2,15€. Les droits auxdites options sont acquis en quatre fois, en juin 2019 (à hauteur de 25% des options attribuées), en juin 2020 (à hauteur de 25% des options attribuées), en juin 2021 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation d'une condition de performance liée à l'évolution du cours de bourse de l'action CGG. Les options ont une durée de 8 ans.
- 1 141 088 options de souscription d'actions aux membres du Comité de Direction. Le prix d'exercice desdites options est de 2,15€. Les droits auxdites options sont acquis en quatre fois, en juin 2019 (à hauteur de 25% des options attribuées), en juin 2020 (à hauteur de 25% des options attribuées), en juin 2021 (à hauteur de 25% des options attribuées) et en juin 2022 (à hauteur de 25% des options attribuées), sous réserve de la réalisation d'une condition de performance liée à l'évolution du cours de bourse de l'action CGG. Les options ont une durée de 8 ans.
- 4 670 743 options de souscription d'actions à certains salariés du Groupe. Le prix d'exercice desdites options est de 2,15€. Les droits auxdites options sont acquis en quatre fois, en juin 2019 (à hauteur de 25% des options attribuées), en juin 2020 (à hauteur de 25% des options attribuées), en juin 2021 (à hauteur de 25% des options attribuées). Les options ont une durée de 8 ans.
- 157 500 actions gratuites soumises à conditions de performance au Directeur Général, 242 841 actions gratuites soumises à conditions de performance aux membres du Comité de Direction et 2 708 180 actions gratuites soumises à conditions de performance à certains salariés du Groupe. Ces actions gratuites soumises condition de performance seront acquises en deux tranches, 50% en juin 2020 et 50% en juin 2021. La période d'acquisition de la première tranche est fixée à la plus tardive des deux dates suivantes : le 27 juin 2020 ou à la date de l'Assemblée générale des actionnaires d'approbation des comptes 2019, et après constatation par le Conseil d'Administration de la réalisation des conditions de performance. La période d'acquisition de la seconde tranche est fixée à la plus tardive des deux dates suivantes : le 27 juin 2021 ou à la date de l'Assemblée générale des actionnaires d'approbation des comptes 2020, et après constatation par le Conseil d'Administration de la réalisation des conditions de performance.

Les principales hypothèses pour évaluer ce nouveau plan d'attribution de stock-options sont les suivantes :

Cours de CGG au 28 juin 2018: 2,15€

volatilité sur 1 an: 60,90%
volatilité sur 2 ans: 54,40%
volatilité sur 3 ans: 54,94%
volatilité sur 4 ans: 52,24%
taux sans risque: 0,00%

Le tableau qui suit résume l'information relative aux options non exercées au 30 juin 2018 :

Date de résolution du Conseil d'Administration	Options attribuées	Options non exercées au 30/06/18	Prix d'exercice par action (€)	Date d'expiration	Durée de vie résiduelle
21 octobre 2010	120 000	3 994	167,95	21 octobre 2018	3,7 mois
24 mars 2011	1 164 363	97 425	253,30	24 mars 2019	8,8 mois
26 juin 2012	1 410 625	49 794	186,62	26 juin 2020	23,9 mois
24 juin 2013	1 642 574	78 042	193,27	24 juin 2021	35,8 mois
26 juin 2014	1 655 843	88 124	107,66	26 juin 2022	47,9 mois
25 juin 2015	1 769 890	111 155	62,92	25 juin 2023	59,9 mois
23 juin 2016	6 658 848	398 764	8,52	23 juin 2024	71,8 mois
27 juin 2018	6 544 389	6 544 389	2,15	27 juin 2026	96,0 mois
Total	20 966 532	7 371 687			

Suite à l'augmentation de capital intervenue en février 2018, les plans d'options ont été ajustés de la manière suivante :

Date des plans	Nombre d'options au 21 février 2018	Prix d'exercice avant ajustement (€)	Prix d'exercice ajusté (€)
21 octobre 2010	3 994	428,80	167,95
24 mars 2011	98 064	646,72	253,30
26 juin 2012	50 436	476,48	186,62
24 juin 2013	78 892	493,44	193,27
26 juin 2014	105 711	274,88	107,66
25 juin 2015	122 189	160,64	62,92
23 juin 2016	471 856	21,76	8,52

NOTE 10 – ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Geowave Voyager

SeaBird Exploration Plc a annoncé le 11 juillet 2018 être entré dans un processus d'achat exclusif de notre navire sismique le Geowave Voyager, ainsi que de l'équipement sismique, pour un montant en numéraire de 17 millions de dollars US. Le transfert de propriété et la finalisation de la transaction devraient avoir lieu au mois d'octobre 2018. Au 30 juin 2018, la comptabilisation du Geowave Voyager en tant qu'actif détenu en vue d'une vente reste inchangée.

Pourvoi en cassation de certains détenteurs d'obligations convertibles

Le 17 juillet 2018, certains détenteurs d'obligations convertibles de CGG se sont pourvus en cassation contre la décision rendue le 17 mai 2018 par la Cour d'appel de Paris qui rejetait une demande d'un groupe de détenteurs d'obligation convertibles contre l'approbation du plan de sauvegarde de CGG par le tribunal de commerce de Paris le 1er décembre 2017.

PARTIE 2: PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS

Organisation du Groupe

Depuis le 3^e trimestre 2015, le Groupe est organisé en quatre segments (i) Acquisition de Données Contractuelles, (ii) Géologie, Géophysique et Réservoir (« GGR »), (iii) Equipement et (iv) Ressources Non-Opérées (« NOR »). L'information financière est présentée par segment d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée par le principal décideur opérationnel pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

Comme présenté sous la rubrique « Facteurs affectant les résultats des opérations – Coûts fixes, Plan de Transformation et redimensionnement de la flotte », nous avons débuté la mise en œuvre de notre Plan de Transformation au premier trimestre 2014. En février 2015, alors que les conditions de marché se sont encore détériorées, avec une nouvelle perspective baissière sur le prix du pétrole, nous avons décidé de mettre en œuvre de nouvelles mesures d'adaptation du Groupe et notamment de réduire notre flotte marine à cinq navires 3D de grande capacité pour la dédier de manière prépondérante à des programmes multi-clients. Cette flotte réduite sera ainsi allouée en moyenne pour deux tiers à des programmes multi-clients et pour un tiers seulement à des études exclusives. Les coûts des ressources non-opérées sont reportés dans le segment Ressources Non-Opérées. Depuis avril 2017, et la mise en place du nouveau régime de propriété de la flotte, les navires non-opérées et leurs coûts associés (incluant notamment les coûts de « cold-stacking ») ont été transférés à Global Seismic Shipping AS (« GSS »).

Pour plus d'informations, se référer à la note 2 « Evènements significatifs » des états financiers consolidés du Document de Référence 2017.

Les 4 segments d'activité sont les suivants :

- Acquisition de Données Contractuelles qui regroupe les secteurs opérationnels suivants :
 - Acquisition Marine : services d'acquisition de données sismiques marine menés pour le compte d'un client spécifique ;
 - Acquisition Terrestre et Multi-Physique : autres services d'acquisition de données sismiques menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique.
- GGR qui regroupe les activités Données Multi-clients (développement et gestion d'une bibliothèque d'études sismiques et géologiques que nous réalisons et vendons à plusieurs clients sur une base non-exclusive) et Imagerie Subsurface et Réservoir (services de traitement, d'imagerie et d'interprétation de données et d'études de réservoir pour des tiers, conseil géophysique et solutions logiciels sismiques et solutions de gestion de données géologiques). Ces deux activités opérationnelles combinent souvent leurs offres commerciales générant ainsi des synergies entre leurs activités respectives. Le segment GGR inclut les coûts, les investissements industriels et les capitaux employés des navires alloués aux programmes multi-clients.
- Equipement en charge de la conception, de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités d'acquisition terrestre et marine. Nous opérons cette activité au travers de notre sous-groupe Sercel.
- **NOR** qui comprend notamment les coûts de ressources marines non-opérées. Les capitaux employés de ce segment comprennent principalement les actifs marins non-opérés et les provisions relatives au Plan de Transformation du Groupe. Dans ce segment, la valeur recouvrable retenue est la juste valeur diminuée des coûts de sortie.

Processus de restructuration financière et refinancement des Obligations de Premier Rang Refinancées

Le 21 février 2018, le Groupe a finalisé la mise en œuvre de son Plan de Restructuration Financière répondant aux objectifs de renforcement de son bilan et de flexibilité financière pour continuer à investir dans l'avenir. Ce plan comprend (i) la conversion en capital de la quasi-totalité de la dette non-sécurisée, (ii) l'extension de maturité de la dette sécurisée et (iii) l'apport de liquidités complémentaires pour faire face à divers scénarios d'activité.

Les accords des « Obligations de Premier Rang Refinancées » émises par CGG Holding (U.S.) le 21 février 2018 prévoyaient une fenêtre de refinancement au pair. Pour profiter de cette fenêtre, le Groupe a lancé en avril 2018 une nouvelle offre d'obligations sécurisées de premier rang pour refinancer les « Obligations de Premier Rang Refinancées ».

Dans ce cadre, le 24 avril 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a émis des obligations sécurisées de premier rang à échéance 2023 d'un montant nominal total de 300 millions de dollars US portant intérêt au taux de 9,000% et d'un montant nominal total de 280 millions d'euros portant intérêt au taux de 7,875% (ensemble, les «Nouvelles Obligations de Premier Rang»).

Le 9 mai 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a utilisé le produit de l'émission, complété des liquidités nécessaires, pour le remboursement anticipé total des « Obligations de Premier Rang Refinancées ».

Voir la note 2 « Evènements significatifs » des états financiers intermédiaires consolidés pour plus de détails sur l'évolution du processus de restructuration financière et sur le refinancement des Obligations de Premier Rang Refinancées.

Application d'IFRS 15

L'IASB a publié IFRS 15, une nouvelle norme traitant de la reconnaissance des revenus qui remplace toutes les normes IFRS existantes sur les revenus. La présente norme est entrée en vigueur le 1er janvier 2018 avec une application rétrospective totale (les états financiers doivent être présentés comme si la norme avait toujours été en vigueur) ou une application rétrospective limitée (en comptabilisant en capitaux propres l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme à la date de première application). CGG applique la norme IFRS 15 depuis le 1er janvier 2018 avec une application rétrospective limitée.

Suite aux analyses conduites, il s'avère que l'application d'IFRS 15 n'implique pas de changement dans les politiques de reconnaissance du chiffre d'affaires pour les activités de contrats exclusifs de services, de ventes d'équipements et d'après-ventes multi-clients.

S'agissant spécifiquement des contrats avec les participants initiaux des études multi-clients (« préfinancement »), pour lesquels le Groupe obtient des engagements de ses clients préalablement à la réalisation de l'étude et ceux-ci bénéficient en retour du droit de diriger ou d'influer sur le cahier des charges de l'étude ainsi qu'un accès anticipé aux données tout au long de leur acquisition et traitement, la méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires n'a pas été validée à ce stade.

En conséquence, CGG a décidé de mettre en œuvre temporairement dès le premier trimestre 2018, et comme le reste de l'industrie, un modèle de reconnaissance du chiffre d'affaires au cours de la phase initiale basé sur une obligation de performance unique (c'est-à-dire la livraison des données finales traitées) ce qui implique le report intégral de la reconnaissance des revenus initiaux à la livraison des données finales.

Dans ce contexte CGG a décidé de présenter ses résultats comme suit :

- (i) un premier jeu de comptes (« données publiées ») où l'intégralité du revenu des contrats des « original participants » est reconnue à la livraison des données finales traitées, et
- un second jeu de comptes (« données des activités ») correspondant à la fois aux chiffres utilisés pour les besoins du reporting interne et produits avec la méthode historique du Groupe (méthode à l'avancement), et aux règles concernant les périodes de transition qui demandent que les données soient également publiées selon l'ancienne méthode pendant toute l'année 2018.

L'objectif de CGG est d'aboutir à une position définitive avec ses commissaires aux comptes et les autorités de marché idéalement pour la publication des comptes du troisième trimestre 2018 et au plus tard pour la publication des comptes annuels 2018.

Pour plus d'information, se référer à la note 1.1 « Principaux principes comptables - IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » et la note 3 « Chiffre d'affaires » des états financiers intermédiaires consolidés.

Facteurs affectant les résultats des opérations

Nos résultats d'exploitation sont généralement affectés par une variété de facteurs, dont certains sont décrits ci-dessous et d'autres sont détaillés dans le chapitre 5 – « Situation financière, résultats et perspectives » du Document de Référence 2017.

Environnement de marché des activités géophysiques

La demande concernant les produits et services du Groupe est traditionnellement liée aux investissements réalisés par les sociétés de l'industrie pétrolière et gazière dans les activités d'exploration, de production et de développement. Nous croyons que le niveau de dépenses de ces sociétés dépend de leur évaluation de leur capacité à approvisionner efficacement le marché du pétrole et du gaz dans l'avenir et de l'équilibre actuel de l'offre et de la demande d'hydrocarbures. Le marché géophysique a toujours été extrêmement volatile.

Nous croyons que de nombreux facteurs contribuent à la volatilité de ce marché, comme les incertitudes géopolitiques qui peuvent nuire à la confiance et à la visibilité essentielles aux processus décisionnels à long terme de nos clients et l'équilibre à moyen et long terme entre l'offre et la demande d'hydrocarbures. Les baisses de prix des hydrocarbures ou leur volatilité ont tendance à limiter la demande de services et produits sismiques. Depuis 2015, les compagnies pétrolières et gazières ont réduit leurs dépenses d'exploration et production du fait du déclin du prix du pétrole, menant à une réduction de la demande pour les produits et services du Groupe. Au cours des derniers trimestres, les prix du

pétrole se sont raffermis, et même si les clients restent prudents dans leurs investissements, dans le contexte d'amélioration graduelle du marché, nous restons en ligne pour atteindre nos objectifs de l'exercice 2018.

Pour plus d'informations sur l'environnement de marché, se référer aux paragraphes 1.3 « Principales activités du Groupe » et 3.1 « Facteurs de risque » du Document de Référence 2017.

Coûts fixes, Plan de Transformation et redimensionnement de la flotte

Le Groupe a des coûts fixes élevés et ses activités d'acquisition de données sismiques requièrent des capitaux importants et des engagements à long-terme. En conséquence, tout temps mort ou toute baisse de la productivité en raison notamment d'un fléchissement de la demande, d'une interruption due à des conditions météorologiques défavorables, de défaillances de l'équipement, de retards dans l'obtention de permis ou d'autres circonstances est susceptible de se traduire par une réduction du chiffre d'affaires et ainsi entraîner des pertes d'exploitation significatives. Certains navires du Groupe sont notamment affrétés coque-nue, ce qui génère des coûts fixes d'un montant significatif qui ne peuvent être facilement réduits avant l'expiration des chartes.

Afin de réduire la base de coûts fixes dans un environnement de marché difficile, la flotte sismique opérée a fait l'objet de mesures d'adaptation drastiques dans le cadre du Plan de Transformation, passant de 18 navires en 2014 à 5 navires 3D de grande capacité fin 2016, principalement dédiée à des programmes multi-clients. Au 31 décembre 2016, la flotte sismique opérée était constituée de cinq navires 3D de grande capacité, conformément au Plan de Transformation.

Au début de l'année 2017, le Groupe a mis en œuvre des mesures complémentaires visant à réduire l'exposition marine et améliorer la compétitivité de la flotte opérée. En janvier 2017 et mars 2017, le Groupe a d'abord conclu plusieurs accords pour réduire de manière substantielle les montants dus en vertu des contrats d'affrètement de certains navires à l'arrêt (Pacific Finder, Oceanic Phoenix et Viking Vanquish) et d'un navire sismique actif (Oceanic Champion). En avril 2017, le Groupe a ensuite mis en œuvre un nouveau régime de propriété de sa flotte, permettant d'accéder à des navires haut de gamme à des taux journaliers significativement réduits, en ligne avec les conditions de marché actuelles, et d'externaliser les coûts de « cold-stacking ».

Au 30 juin 2018, la flotte sismique opérée est constituée de cinq navires 3D de grande capacité.

Pour plus d'informations sur l'activité d'acquisition marine, se référer au paragraphe 1.3.1.1 « Acquisition Marine » et à la note 2 des états financiers consolidés du Document de Référence 2017.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe s'élève à 466 millions de dollars US au 1^{er} juillet 2018. Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité. En conséquence, le carnet de commandes à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d'une période à venir.

Comparaison entre le 2^e trimestre 2018 et le 2^e trimestre 2017

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires consolidé par segment pour chacune des périodes présentées :

_				
En millions de dollars US	Données des activités	Ajustements IFRS 15	Données Publiées	2017
Acquisition de Données Contractuelles Marine	39,5		39,5	60,9
Acquisition Terrestre et Multi-Physique	27,4		27,4	21,1
Chiffre d'affaires du segment Acquisition de Données Contractuelles	66,9		66,9	82,0
Données Multi-clients	110,5	(23,6)	86,9	132,7
Imagerie Subsurface et Réservoir	92,8	_	92,8	88,0
Chiffre d'affaires du segment GGR	203,3	(23,6)	179,7	220,7
Chiffre d'affaires du segment Equipement	82,9	_	82,9	53,0
Chiffre d'affaires éliminés et autres	(15,2)	_	(15,2)	(5,9)
Chiffre d'affaires consolidé	337,9	(23,6)	314,3	349,8

Le chiffre d'affaires consolidé publié du Groupe, suite à la mise en œuvre de la norme IFRS 15, a diminué de 10% à 314 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018 contre 350 millions de dollars US pour la période comparable en 2017.

Hors ajustements IFRS 15 de 24 millions de dollars US provenant de l'absence d'études livrées au cours du 2^e trimestre 2018, le chiffre d'affaires des activités consolidé du Groupe a diminué de 3% à 338 millions de dollars US contre 350

millions de dollars US pour la période comparable de 2017, malgré le solide rebond des volumes sur notre segment Equipement, une activité Imagerie Subsurface et Réservoir robuste et des après-ventes multi-clients élevées partiellement contrebalancées par des préfinancements plus faibles.

Acquisition de Données Contractuelles

Le chiffre d'affaires du segment Acquisition de Données Contractuelles a diminué de 18% à 67 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018 contre 82 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, en raison de la persistance de conditions de marché difficiles.

Acquisition de Données Contractuelles Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité Acquisition de Données Contractuelles Marine a diminué de 35 % au 2^e trimestre 2018 à 40 millions de dollars US contre 61 millions de dollars US pour la période comparable en 2017. La baisse du chiffre d'affaires s'explique par un mix différent cette année, alors qu'un contrat majeur à configuration haut de gamme avec de multiples navires sources avait été réalisé au 2^e trimestre 2017. Ce trimestre, deux navires ont été actifs en Afrique de l'Ouest, un en mer du Nord et l'Endeavour, comme annoncé précédemment, a été rendu à son propriétaire fin juillet, après avoir terminé notre programme multi-clients au Mozambique.

Le taux de disponibilité des navires est en baisse à 95% au 2^e trimestre 2018, comparé à 100% au 2^e trimestre 2017, et le taux de production s'établit à 98% pour les deux périodes. La flotte a été allouée aux programmes multi-clients à hauteur de 39% durant le 2^e trimestre 2018 contre 48% au cours du 2^e trimestre 2017.

Acquisition Terrestre et Multi-Physique

Le chiffre d'affaires des activités Acquisition Terrestre et Multi-Physique est en hausse de 30% à 27 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017. L'activité a été forte en Afrique du Nord pour la Terrestre avec trois équipes en opération. L'amélioration des activités Multi-Physique provient des activités minières.

GGR

Le chiffre d'affaires publié du segment GGR est de 180 millions de dollars US, soit une diminution de 19% comparé à 221 millions de dollars US au 2^e trimestre 2017. Hors ajustements IFRS 15, le chiffre d'affaires des activités du segment GGR au 2^e trimestre 2018 a diminué de 8% à 203 millions de dollars US, contre 221 millions de dollars US pour la période comparable en 2017.

Données Multi-clients

Le chiffre d'affaires publié de l'activité Données Multi-clients au 2^e trimestre 2018 est de 87 millions de dollars US, soit une diminution de 35% comparé à 133 millions de dollars US au 2^e trimestre 2017. Hors ajustements IFRS 15 de 24 millions de dollars US provenant de l'absence d'études livrées au cours du 2^e trimestre 2018, le chiffre d'affaires des activités de Données Multi-clients est en diminution de 17% à 111 millions de dollars US contre 133 millions de dollars US pour la période comparable en 2017.

Compte tenu de l'application d'IFRS 15, nous n'avons pas reconnu de chiffre d'affaires de préfinancements au cours du 2^e trimestre 2018 en l'absence d'études livrées sur la période. Hors ajustements IFRS 15, les préfinancements ont diminué de 68% à 24 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018 contre 73 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, impactés par des délais liés aux autorités de régulation. La flotte a été active au Mozambique et au Brésil. Une nouvelle étude, qui cible les pétroles non-conventionnels en terrestre aux Etats-Unis, a démarré dans le bassin de Wolfcamp. Le taux de préfinancement s'élève à 44% au 2^e trimestre 2018 comparé à un taux de 122% pour le 2^e trimestre 2017.

Les après-ventes ont été élevées dans la plupart des bassins, notamment en mer du Nord, au Brésil et en terrestre aux Etats-Unis, s'élevant à 87 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018, soit une hausse de 46% comparé à 59 millions de dollars US au 2^{ème} trimestre 2017.

Imagerie Subsurface et Réservoir (« SIR »)

Le chiffre d'affaires des activités Imagerie Subsurface et Réservoir a augmenté de 5% à 93 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018 contre 88 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, avec une forte demande en retraitement et une augmentation des activités de traitement de *nodes*. L'activité a été soutenue par les ventes d'imagerie et de service liées au réservoir / production de nos clients. Géographiquement, le marché est en amélioration particulièrement aux Etats-Unis dans le golfe du Mexique et en Asie.

Equipement

La production totale du segment Equipement (comprenant les revenus internes et externes), est en hausse de 56% à 83 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018 contre 53 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, confirmant les signes d'un marché plus actif, en particulier celui des équipements sismiques terrestres.

Le chiffre d'affaires externe du segment Equipement a augmenté de 48% à 71 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018, contre 48 millions de dollars US pour la période comparable en 2017.

Les ventes internes représentent 15% du chiffre d'affaires au 2^e trimestre 2018 contre 10% pour la période comparable en 2017.

Les ventes d'équipements sismiques terrestres représentent 49% du chiffre d'affaires total au 2^e trimestre 2018, stables d'une année sur l'autre, soutenus notamment par des livraisons en Afrique du Nord. La demande pour les outils de puits s'accélère également, en lien avec le développement du pétrole non-conventionnel.

Les ventes d'équipements sismiques marines représentent 51% du chiffre d'affaires total, stables d'une année sur l'autre, soutenues notamment par des livraisons exceptionnelles de sections de streamers Sentinel.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation publiées (comprenant les dépréciations et amortissements) ont diminué de 22% à 247 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018 contre 318 millions de dollars US pour la période comparable de 2017. Hors ajustements IFRS 15 de 14 millions de dollars US sur les amortissements des études multi-clients, les charges d'exploitation des activités ont diminué de 18% à 261 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018 comparé à 318 millions de dollars US au 2^e trimestre 2017. Les dotations aux amortissements publiées des études multi-clients représentent 30% des revenus multi-clients publiés au 2^e trimestre 2018 contre 67% au 2^e trimestre 2017. Hors ajustements IFRS 15, les dotations aux amortissements des activités des études multi-clients représentent 36% des revenus des activités multi-clients au 2^e trimestre 2018.

Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé publié, les charges d'exploitation publiées ont diminué à 79% au 2° trimestre 2018 contre 91% pour la période comparable de 2017. Hors ajustements IFRS 15, les charges d'exploitation des activités ont diminué à 77% du chiffre d'affaires des activités consolidé au 2° trimestre 2018 contre 91% pour la période comparable de 2017, principalement en raison du poids d'un contrat majeur à configuration haut de gamme avec de multiples navires sources réalisé au 2° trimestre 2017, ainsi qu'à la reprise d'une provision à hauteur de 14 millions de dollars US. La marge brute d'exploitation publiée est un profit de 68 millions de dollars US au 2° trimestre 2018 contre un profit de 33 millions de dollars US au 2° trimestre 2017, représentant respectivement 22% et 9% du chiffre d'affaires consolidé publié. La marge brute d'exploitation des activités est un profit de 78 millions de dollars US au 2° trimestre 2018, représentant 23% du chiffre d'affaires consolidé des activités.

Les dépenses de recherche et de développement restent stables à 8 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018 et 2^e trimestre 2017, et représentent (2)% du chiffre d'affaires publié pour ces deux périodes. Les dépenses de recherche et développement représentent (2)% du chiffre d'affaires des activités au 2^e trimestre 2018.

Les dépenses commerciales et de marketing ont diminué de 4% à 13 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018 contre 14 millions de dollars US au cours de la période comparable de 2017, principalement en raison de la finalisation de notre Plan de Transformation.

Les dépenses administratives et générales ont augmenté de 14% au 2° trimestre 2018 à 23 millions de dollars US contre 20 millions de dollars US pour la période comparable de 2017, l'effet positif de notre Plan de Transformation étant plus que compensé par l'environnement de change défavorable avec un taux de 1,20 dollars US contre un euro pour le second trimestre 2018 contre un taux de 1,09 dollars US contre un euro pour la période comparable de 2017. Les dépenses administratives et générales représentent (7)% du chiffre d'affaires consolidé publié au 2° trimestre 2018 contre (6)% au 2° trimestre 2017. Les dépenses administratives et générales représentent (7)% du chiffre d'affaires consolidé des activités au 2° trimestre 2018.

Les autres charges d'exploitation nettes s'élèvent à un produit 2 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018. Elles incluent principalement (i) 1 million de dollars US de charges de restructuration liées au Plan de Transformation, (ii) 2 millions de dollars US de frais et honoraires liés à la Restructuration Financière et (iii) 5 millions de dollars US de gain liés à des cessions d'actifs.

Les autres charges d'exploitation nettes étaient de 89 millions de dollars US au 2^e trimestre 2017, incluant notamment (i) 95 millions de dollars US de coûts relatifs à notre Plan de Transformation dont 51 millions de dollars US relatifs au changement de régime de propriété de notre flotte et 44 millions de dollars US majoritairement composés d'honoraires liés à la Restructuration Financière et (ii) 6 millions de dollars US de gain liés à des cessions d'actifs.

Pour plus d'informations sur la gestion proactive des contrats d'affrètement et sur notre Plan de Transformation, se référer à la note 2 des états financiers consolidés du Document de Référence 2017.

Résultat d'exploitation

Au 2^e trimestre 2018, le résultat d'exploitation publié est de 26 millions de dollars US (se référer à la note 5 des états financiers intermédiaires) pour les raisons décrites plus haut, comparé à une perte de 98 millions de dollars US au 2^e trimestre 2017. Hors ajustements IFRS 15 et impacts du Plan de Transformation et de la Restructuration Financière, le résultat d'exploitation des activités est de 40 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018 contre une perte de 3 millions de dollars US au 2^e trimestre 2017.

Le résultat d'exploitation des activités du segment Acquisition de Données Contractuelles au 2^e trimestre 2018 est une perte de 7 millions de dollars US, incluant une reprise de provision de 14 millions de dollars US, contre une perte de 13 millions de dollars US au 2^e trimestre 2017. Les activités d'Acquisition de Données Contractuelles continuent d'être impactées par des conditions de marché concurrentielles.

Le résultat d'exploitation des activités du segment GGR est un profit de 64 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018, contre un profit de 37 millions de dollars US au 2^e trimestre de 2017, principalement en raison d'un mix favorable de ventes multi-clients, avec un taux d'amortissement représentant 36% des revenus des activités multi-clients au 2^e trimestre 2018 à comparer à 67% au 2^e trimestre 2017.

Le résultat d'exploitation des activités du segment Equipement au 2^e trimestre 2018 est un profit de 1 million de dollars US contre une perte de 13 millions de dollars US pour la période comparable en 2017. Les volumes plus élevés ont été le facteur déterminant pour atteindre l'équilibre opérationnel.

Le résultat d'exploitation des activités du segment NOR est une perte de 6 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018, incluant les derniers coûts de redémarrage du Caribbean, contre une perte de 5 millions de dollars US au 2^e trimestre 2017.

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'est élevé à 1 million de dollars US au 2^e trimestre 2018, porté par les bonnes performances d'Argas et SBGS, contre une perte de 3 millions de dollars US au 2^e trimestre 2017.

Résultat avant charges d'intérêts et impôts (« EBIT »)

L'EBIT publié au 2^e trimestre 2018, tel que présenté en note 5 des états financiers consolidés intermédiaires, est de 27 millions de dollars US pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 101 millions de dollars US pour la période 2017 comparable. Hors ajustements IFRS 15 et impacts du Plan de Transformation et de la Restructuration Financière, l'EBIT des activités au 2^e trimestre 2018 est de 41 millions de dollars US contre une perte de 6 millions de dollars US au 2^e trimestre 2017.

L'EBIT des activités du segment Acquisition de Données Contractuelles au 2^e trimestre 2018 est une perte de 4 millions de dollars US contre une perte de 12 millions de dollars US pour la période 2017 comparable.

L'EBIT des activités du segment GGR est un profit de 64 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018, contre un profit de 37 millions de dollars US au 2^e trimestre de 2017.

L'EBIT des activités du segment Equipement au 2^e trimestre 2018 est un profit de 1 million de dollars US contre une perte de 13 millions de dollars US pour la période 2017 comparable.

L'EBIT des activités du segment NOR est une perte de 8 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018 et au 2^e trimestre 2017.

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier a diminué de 32% à 33 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018 contre 49 millions de dollars US au 2^e trimestre 2017 suite à la réduction de notre dette dans le cadre de la Restructuration Financière.

Les autres produits et charges financiers au 2^e trimestre 2018 sont un produit de 65 millions de dollars US contre un produit de 1 million de dollars US au 2^e trimestre 2017, incluant principalement (i) 75 millions de dollars US de produits principalement dus à un effet de change positif associé au changement de notre position de change Euro/Dollars au bilan, lié à la restructuration financière, ainsi qu'au refinancement des obligations de premier rang; et (ii) 10 millions de dollars US de coûts de refinancement des obligations de premier rang (au *prorata temporis*, tel qu'identifié au préalable au 1^{er} trimestre 2018). Notre exposition Euro/Dollars a été drastiquement réduite à fin juin 2018.

Impôts

La charge d'impôts publiée s'élève à 10 millions de dollars US au 2^e trimestre 2018 à comparer à une charge de 21 millions de dollars US au 2^e trimestre 2017.

Résultat net

Le résultat net consolidé publié au 2^e trimestre 2018 est un profit de 49 millions de dollars US contre une perte de 170 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

Comparaison entre le 1er semestre 2018 et le 1er semestre 2017

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente le chiffre d'affaires consolidé par segment pour chacune des périodes présentées :

	2018			
En millions de dollars US	Données des activités	Ajustements IFRS 15	Données Publiées	2017
Acquisition de Données Contractuelles Marine	68,4		68,4	105,5
Acquisition Terrestre et Multi-Physique	59,8		59,8	43,0
Chiffre d'affaires du segment Acquisition de Données Contractuelles	128,2	_	128,2	148,5
Données Multi-clients	194,9	(72,7)	122,2	204,9
Imagerie Subsurface et Réservoir	193,5	_	193,5	173,8
Chiffre d'affaires du segment GGR	388,4	(72,7)	315,7	378,7
Chiffre d'affaires du segment Equipement	148,6	_	148,6	85,4
Chiffre d'affaires éliminés et autres	(32,6)		(32,6)	(13,4)
Chiffre d'affaires consolidé	632,6	(72,7)	559,9	599,2

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe, suite à la mise en œuvre de la norme IFRS 15, au 1^{er} semestre 2018 est en diminution de 7% à 560 millions de dollars US contre 599 millions de dollars US pour la période comparable en 2017.

Hors ajustements IFRS 15 de 73 millions de dollars US provenant de l'absence d'études livrées sur la période au cours du 1^{er} semestre 2018, le chiffre d'affaires des activités consolidé du Groupe a augmenté de 6% à 633 millions de dollars US contre 599 millions de dollars US pour la période comparable de 2017, principalement porté par l'augmentation de l'activité de notre segment Equipement et la résilience de notre activité Imagerie Subsurface et Réservoir.

Acquisition de Données Contractuelles

Le chiffre d'affaires du segment Acquisition de Données Contractuelles au 1^{er} semestre 2018 est en diminution de 14% à 128 millions de dollars US, comparé à 149 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, dans un environnement de marché restant très compétitif.

Acquisition de Données Contractuelles Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité Acquisition de Données Contractuelles Marine a diminué de 35% au 1^{er} semestre 2018 à 68 millions de dollars US contre 106 millions de dollars US pour la période comparable en 2017. La diminution du chiffre d'affaires s'explique par un mix différent cette année, alors qu'un contrat majeur à configuration haut de gamme avec de multiples navires sources avait été réalisé au 1^{er} semestre 2017. La flotte a été allouée aux programmes multi-clients à hauteur de 41% durant le 1^{er} semestre 2018, identique au 1^{er} semestre 2017.

Le taux de disponibilité est de 94% au 1^{er} semestre 2018 comparé à 96% pour la période comparable de 2017. Le taux de production est de 97% au 1^{er} semestre 2018 contre 98% pour le 1^{er} semestre 2017.

Acquisition Terrestre et Multi-Physique

Le chiffre d'affaires des activités Acquisition Terrestre et Multi-Physique s'est élevé au 1^{er} semestre 2018 à 60 millions de dollars US, en hausse de 39%, contre 43 millions de dollars US pour la période comparable en 2017. Ces activités ont également opéré dans un marché toujours concurrentiel, avec toutefois un niveau d'activité plus élevé, en particulier pour le marché minier.

GGR

Le chiffre d'affaires publié du segment GGR au 1^{er} semestre 2018 est de 316 millions de dollars US, soit une diminution de 17% comparé à 379 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017. Hors ajustements IFRS 15 de 73 millions de dollars US, le chiffre d'affaires des activités du segment GGR a augmenté de 3% à 388 millions de dollars

US au 1^{er} semestre 2018, contre 379 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, alors que nos clients restent prudents dans leurs investissements.

Données Multi-clients

Le chiffre d'affaires publié de l'activité Données Multi-clients est en diminution de 40% à 122 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018 contre 205 millions de dollars US pour la période comparable en 2017. Hors ajustements IFRS 15 de 73 millions de dollars US provenant de l'absence d'études livrées au cours du 1^{er} semestre 2018, le chiffre d'affaires des activités est en diminution de 5% à 195 millions de dollars US contre 205 millions de dollars US pour la période comparable en 2017.

Compte tenu de l'application d'IFRS 15, nous n'avons pas reconnu de chiffre d'affaires de préfinancements au cours du 1^{er} semestre 2018 en l'absence d'études livrées sur la période. Hors ajustements IFRS 15, les préfinancements ont diminué de 42% à 73 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018, dû essentiellement à des délais avec les autorités de régulation, contre 127 millions de dollars US pour la période comparable en 2017. Le taux de préfinancement s'élève à 63% au 1^{er} semestre 2018 contre 117% pour le 1^{er} semestre 2017.

Le chiffre d'affaires des après-ventes multi-clients est en augmentation de 56% à 122 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018 comparé à 78 millions de dollars US pour la période comparable de 2017. Nos ventes de multi-clients marine ont été les plus élevées en Mer du Nord et au Brésil alors que les ventes terrestres aux Etats-Unis ont fortement contribué au chiffre d'affaires.

Imagerie Subsurface et Réservoir (« SIR »)

Le chiffre d'affaires des activités Imagerie Subsurface et Réservoir a augmenté de 11% au 1^{er} semestre 2018 à 194 millions de dollars US contre 174 millions de dollars US pour la période comparable en 2017. L'Imagerie Subsurface a fait preuve, pour toutes les activités, d'une bonne résistance. L'activité s'est améliorée ce semestre pour le traitement de données de *nodes* et le retraitement, notamment dans la partie américaine du golfe du Mexique et en Asie.

Equipement

La production totale du segment Equipement (comprenant les revenus internes et externes) est en augmentation de 74% au 1^{er} semestre 2018 à 149 millions de dollars US contre 85 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, montrant les signes d'un marché plus actif.

Le chiffre d'affaires externe du segment Equipement a augmenté de 63% au 1^{er} semestre 2018 à 120 millions de dollars US contre 73 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017.

Les ventes internes ont représenté 19% du chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2018 contre 14% pour la période comparable en 2017.

Les ventes d'équipements sismiques terrestres ont représenté 62% du chiffre d'affaires total au 1^{er} semestre 2018 contre 52% pour la période comparable en 2017, avec une activité en croissance au Moyen-Orient, et des livraisons de canaux en Afrique du Nord. La demande pour les outils de puits s'accélère également, en lien avec le développement du pétrole non-conventionnel.

Les ventes d'équipements sismiques marines représentent 38% du chiffre d'affaires total, contre 48% pour la période comparable 2017, toujours contraintes par le marché d'acquisition marine difficile.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation publiées (comprenant les dépréciations et amortissements) ont diminué de 18% à 486 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018 contre 594 millions de dollars US pour la période comparable de 2017. Hors ajustements IFRS 15 de 52 millions de dollars US sur les amortissements des études multi-clients, les charges d'exploitation des activités ont diminué de 9% à 538 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018 comparé à 594 millions de dollars US pour la période comparable de 2017. Les dotations aux amortissements publiées des études multi-clients représentent 26% des revenus multi-clients publiés au 1^{er} semestre 2018 contre 67% pour la période comparable de 2017. Hors ajustements IFRS 15, les dotations aux amortissements des activités des études multi-clients représentent 43% des revenus des activités multi-clients au1^{er} semestre 2018.

Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé publié, les charges d'exploitation publiées s'élèvent à 87% au 1^{er} semestre 2018 contre 99% pour la période comparable de 2017. Hors ajustements IFRS 15, les charges d'exploitation des activités ont diminué à 85% du chiffre d'affaires des activités consolidé au 1^{er} semestre 2018 contre 99% pour la période comparable de 2017, principalement en raison du poids d'un contrat majeur à configuration haut de gamme avec de multiples navires sources réalisé au 1^{er} semestre 2017, ainsi qu'à la reprise d'une provision à hauteur de 14 millions de dollars US. La marge brute d'exploitation publiée est de 75 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018 contre 6 millions de dollars US pour la période comparable de 2017, représentant respectivement 13% et 1% du chiffre d'affaires consolidé publié. La marge brute d'exploitation des activités est de 96 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018, représentant 15% du chiffre d'affaires consolidé des activités.

Les dépenses de recherche et de développement ont diminué de 5% à 15 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018 contre 16 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017, et représentent (3)% du chiffre d'affaires publié pour ces deux périodes. Les dépenses de recherche et développement représentent (2)% du chiffre d'affaires des activités au 1^{er} semestre 2018.

Les dépenses commerciales et de marketing ont diminué de 3% à 26 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018 contre 27 millions de dollars US au cours de la période comparable en 2017, en raison principalement de l'avancement de notre Plan de Transformation.

Les dépenses administratives et générales ont augmenté de 9% au 1^{er} semestre 2018 à 44 millions de dollars US contre 40 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, l'effet positif de notre Plan de Transformation étant plus que compensé par l'environnement de change défavorable avec un taux de 1,21 dollars US contre un euro pour le 1^{er} trimestre 2018 contre un taux de 1,08 dollars US contre un euro pour la période comparable de 2017. Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses administratives et générales représentent respectivement (8)% et (7)% du chiffre d'affaires consolidé publié au 1^{er} semestre 2018 et 2017, et représentent (7)% du chiffre d'affaires consolidé des activités au 1^{er} semestre 2018.

Les autres charges d'exploitation nettes s'élèvent à 31 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018. Elles incluent principalement (i) 22 millions de dollars US de charges de restructuration liées au Plan de Transformation, (ii) 15 millions de dollars US de frais et honoraires liés à la restructuration financière et (iii) 6 millions de dollars US de gain liés à des cessions d'actifs.

Les autres charges d'exploitation nettes se sont élevées à 118 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017. Elles incluaient principalement (i) 124 millions de dollars US de coûts liés à notre Plan de Transformation dont 51 millions de dollars US relatifs au changement de régime de propriété de notre flotte et 73 millions de dollars US de coûts majoritairement composés d'honoraires liés à la restructuration financières, et (iv) 6 millions de dollars US de gain liés à des cessions d'actifs non-stratégiques.

Pour plus d'informations sur le changement de propriété de la flotte, se référer à la note 2 des états financiers consolidés du Document de Référence 2017.

Résultat d'exploitation

Au 1^{er} semestre 2018, le résultat d'exploitation publié est une perte de 41 millions de dollars US (se référer à la note 5 des états financiers intermédiaires) pour les raisons décrites plus haut, comparé à une perte de 195 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017. Hors ajustements IFRS 15 et impacts du Plan de Transformation et de la Restructuration Financière, le résultat d'exploitation des activités est un produit de 17 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018 contre une perte de 71 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017.

Le résultat d'exploitation des activités du segment Acquisition de Données Contractuelles au 1^{er} semestre 2018 est une perte de 42 millions de dollars US contre une perte de 51 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017, principalement en raison de prix toujours bas en Marine, malgré la bonne performance opérationnelle de la flotte avec un taux de production élevé de 97% et de l'effet lié à une reprise de provision pour 14 millions de dollars US.

Le résultat d'exploitation des activités du segment GGR est un produit de 103 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018 contre un produit de 56 millions de dollars US pour la période comparable en 2017. L'augmentation du résultat d'exploitation est principalement due au poids plus important de ventes d'études totalement amorties, se traduisant par un faible taux d'amortissement représentant 43% des revenus des activités multi-clients au 1^{er} semestre 2018 à comparer à 67% au 1^{er} semestre 2017, bien que toutes les autres activités SIR aient également contribué au meilleur résultat d'exploitation.

Le résultat d'exploitation des activités du segment Equipement au 1^{er} semestre 2018 est une perte de 9 millions de dollars US, contre une perte de 29 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, impacté par la faiblesse des volumes malgré une contribution positive au second trimestre 2018.

Le résultat d'exploitation des activités du segment NOR est une perte de 13 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018 contre une perte de 26 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017.

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence est de 2 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018 et était à l'équilibre au 1^{er} semestre 2017.

Résultat avant charges d'intérêts et impôts (« EBIT »)

L'EBIT publié, tel que présenté en note 5 des états financiers consolidés intermédiaires au 1^{er} semestre 2018 est une perte de 38 millions de dollars US pour les raisons décrites plus haut, contre une perte de 195 millions de dollars US pour la période 2017. Hors ajustements IFRS 15 et impacts du Plan de Transformation et de la Restructuration

Financière, l'EBIT des activités au 1^{er} semestre 2018 est un profit de 20 millions de dollars US contre une perte de 71 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017.

L'EBIT des activités du segment Acquisition de Données Contractuelles au 1^{er} semestre 2018 est une perte de 33 millions de dollars US contre une perte de 49 millions de dollars US pour la période 2017 comparable.

L'EBIT des activités du segment GGR au 1^{er} semestre 2018 est un profit de 102 millions de dollars US contre un profit de 56 millions de dollars US pour la période 2017 comparable.

L'EBIT des activités du segment Equipement au 1^{er} semestre 2018 est une perte de 9 millions, contre une perte de 29 millions de dollars US pour la période 2017 comparable.

L'EBIT des activités du segment NOR au 1^{er} semestre 2018 est une perte de 18 millions de dollars US contre une perte de 28 millions de dollars US pour la période 2017 comparable.

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier a diminué de 30% à 67 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2018 contre 96 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017 suite à la réduction de notre dette dans le cadre de la Restructuration Financière.

Les autres produits et charges financiers au 1^{er} semestre 2018 sont un produit de 828 millions de dollars US, contre une charge de 1 million de dollars US au 1^{er} semestre 2017, venant de (i) l'impact fortement positif de la Restructuration Financière pour 771 millions de dollars US et de (ii) 78 millions de dollars US de produits principalement dus à un effet de change positif associé au changement de notre position de change Euro/Dollars au bilan lié à la Restructuration Financière, ainsi qu'au refinancement des obligations de premier rang, partiellement contrebalancés par (iii) 21 millions de dollars US de coûts de refinancement des obligations de premier rang. Notre exposition Euro/Dollars au bilan a été drastiquement réduite à fin juin 2018.

Impôts

La charge d'impôts publiée s'élève à 27 million de dollars US au 1^{er} semestre 2018 à comparer à une charge de 23 millions de dollars US au 1^{er} semestre 2017.

Résultat net

Le résultat net consolidé publié au 1^{er} semestre 2018 est un profit de 696 millions de dollars US contre une perte de 315 millions de dollars US pour la période comparable en 2017, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

Arrangements financiers

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de restructuration financière, le Groupe a émis le 21 février 2018 des obligations sécurisées de premier rang à échéance 2023 et des obligations sécurisées de second rang à échéance 2024. Dans le même temps, la quasi-totalité de la dette non sécurisée a été convertie en capital.

Les accords des « Obligations de Premier Rang Refinancées » émises par CGG Holding (U.S.) le 21 février 2018 prévoyaient une fenêtre de refinancement au pair. Pour profiter de cette fenêtre, le Groupe a lancé en avril 2018 une nouvelle offre d'obligations sécurisées de premier rang pour refinancer les « Obligations de Premier Rang Refinancées ».

Dans ce cadre, le 24 avril 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a émis des obligations sécurisées de premier rang à échéance 2023 d'un montant nominal total de 300 millions de dollars US portant intérêt au taux de 9,000% et d'un montant nominal total de 280 millions d'euros portant intérêt au taux de 7,875% (ensemble, les «Nouvelles Obligations de Premier Rang»).

Le 9 mai 2018, CGG Holding (U.S.) Inc. a utilisé le produit de l'émission, complété des liquidités nécessaires, pour le remboursement anticipé total des « Obligations de Premier Rang Refinancées ».

Au 30 juin 2018, nos arrangements financiers les plus importants étaient les suivants :

- 626 millions de dollars US de nouvelles obligations sécurisées de premier rang à échéance 2023; et
- 462 millions de dollars US d'obligations sécurisées de second rang (intérêts capitalisés inclus) à échéance 2024.

Voir la note 2 « Evènements significatifs » des états financiers intermédiaires consolidés pour plus de détails sur le refinancement des Obligations de Premier Rang Refinancées.

Flux de trésorerie

Exploitation

L'excédent de trésorerie publié généré par les opérations d'exploitation s'élève à 92 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2018 contre une consommation de 13 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2017. Avant variation du besoin en fonds de roulement, le flux de trésorerie publié généré par les opérations d'exploitation s'est élevé à 22 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2018 contre 32 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2017. La variation du besoin en fonds de roulement publiée pour les six mois clos le 30 juin 2018 a eu un impact positif de 70 millions de dollars US contre un impact négatif de 45 millions de dollars US sur la période comparable en 2017.

Hors ajustements IFRS 15 et impacts du Plan de Transformation et de la Restructuration Financière, le flux de trésorerie généré par les opérations d'exploitation des activités s'élève à 158 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2018 contre 87 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2017. Avant variation du besoin en fonds de roulement des activités, le flux de trésorerie généré par les opérations d'exploitation des activités s'est élevé à 157 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2018 contre 132 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2017. La variation du besoin en fonds de roulement des activités pour les six mois clos le 30 juin 2018 a eu un impact positif de 1 million de dollars US contre un impact négatif de 45 millions de dollars US sur la période 2017 comparable.

Investissement

Le flux de trésorerie affecté aux investissements s'élève à 182 millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2018 contre 122 millions de dollars US pour la période 2017 comparable.

Au cours de l'exercice clos le 30 juin 2018, les investissements industriels, y compris le « lease pool » Sercel et les variations des fournisseurs d'immobilisation, s'élèvent à 45 millions de dollars US (42 millions de dollars US hors variations des fournisseurs d'immobilisation). Au cours des six mois clos le 30 juin 2017, les investissements industriels, y compris le « lease pool » Sercel et les variations des fournisseurs d'immobilisation, se sont élevés à 22 millions de dollars US (23 millions de dollars US hors variations des fournisseurs d'immobilisation).

Les coûts de développements capitalisés s'élèvent pour leur part à 16 millions de dollars US au cours du 1^{er} semestre 2018, contre 15 millions de dollars US au cours du 1^{er} semestre 2017.

Le Groupe a également investi 116 millions de dollars US dans la bibliothèque d'études multi-clients pour les six mois clos le 30 juin 2018, principalement en Amérique Latine et au Mozambique, contre 108 millions de dollars US pour la période comparable 2017. Au 30 juin 2018, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients publiée s'élève à 1 041 millions de dollars US contre 950 millions de dollars US au 31 décembre 2017. Hors ajustements IFRS 15, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients des activités s'élève à 870 millions de dollars US au 30 juin 2018 contre 831 millions de dollars US au 31 décembre 2017.

Financement

Le flux de trésorerie généré par les opérations de financement s'élève à 235 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2018 en raison de la finalisation de la Restructuration Financière le 21 février 2018, contre une consommation de 85 millions de dollars US pour les six mois clos le 30 juin 2017.

Voir la note 2 «Evènements Significatifs» des états financiers intermédiaires consolidés pour obtenir plus d'information sur le processus de restructuration financière.

Dette financière nette

La dette financière nette au 30 juin 2018 s'élève à 716 millions de dollars US contre 2 640 millions de dollars US au 31 décembre 2017, résultant de la mise en œuvre de notre Restructuration Financière. Le ratio dette financière nette sur capitaux propres s'élève à 30% au 30 juin 2018 contre 540% au 31 décembre 2017.

La dette financière brute comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières et les dettes financières à long terme. La dette financière nette correspond à la dette financière brute moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement.

La dette financière nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 30 juin 2018 et 31 décembre 2017 :

En millions de dollars US	30 juin 2018	31 décembre 2017
Concours bancaires		0,2
Part à court terme des dettes financières	22,4	2 902,8
Dettes financières à long terme	1 140,4	52,3
Dette financière brute	1 162,8	2 955,3
Moins disponibilités et valeurs mobilières de placement	(446,9)	(315,4)
Dette financière nette	715,9	2 639,9

Voir la note 2 «Evènements Significatifs» et la note 4 « Dettes Financières et Trésorerie » des états financiers intermédiaires consolidés pour plus d'informations. Voir également la section « Ressources Financières » dans notre Document de référence pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

EBIT et EBITDAS (non audité)

L'EBIT est défini comme le résultat d'exploitation plus le résultat des sociétés mises en équivalence. L'EBIT peut être utilisé comme un indicateur de performance par le management, en complément du résultat d'exploitation, en raison d'une part significative de nos activités gérées au travers de nos sociétés mises en équivalence.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières, taxes, résultat des sociétés mises en équivalence, dépréciations, amortissements nets de ceux capitalisés dans la librairie multi-clients, et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites sous conditions de performance. L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires.

D'autres sociétés peuvent présenter leur EBIT et EBITDAS différemment. L'EBIT et l'EBITDAS ne mesurent pas la performance financière en IFRS et ne doivent pas être considérés comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS et de l'EBIT avec le résultat net de l'ensemble consolidé provenant du compte de résultat, pour chaque période mentionnée :

	6 mois clos le 30 juin					
	2018			2017		
En millions de dollars US	Données des activités	Ajustements IFRS 15 et Plan de Transformation / Restructuration Financière	Données Publiées	Données des activités	Plan de Transformation	Données Publiées
EBITDAS	162,7	(110,0)	52,7	148,7	(124,4)	24,3
Amortissements et dépréciations	(71,7)	_	(71,7)	(95,6)	_	(95,6)
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	(83,8)	51,8	(32,0)	(136,6)	_	(136,6)
Amortissements et dépréciations capitalisés des études multi-clients	10,3	_	10,3	12,9	_	12,9
Coût des paiements en actions	(0,1)	_	(0,1)	(0,1)	_	(0,1)
Résultat d'exploitation	17,4	(58,2)	(40,8)	(70,7)	(124,4)	(195,1)
Résultat des sociétés mises en équivalence	2,4	_	2,4	_	_	_
EBIT	19,8	(58,2)	(38,4)	(70,7)	(124,4)	(195,1)
Coût de l'endettement financier net			(66,5)			(95,5)
Autres produits (charges) financiers			828,0			(1,1)
Total impôts sur les bénéfices			(27,4)			(23,1)
Résultat net de l'ensemble consolidé			695,7			(314,8)

Pour les six mois clos le 30 juin 2018, l'EBITDAS publié est un profit de 53 millions de dollars US, représentant 9% du chiffre d'affaires consolidé publié, comparé à un profit de 24 million de dollars US, représentant 4% du chiffre d'affaires consolidé publié pour le 1^{er} semestre 2017.

Pour le semestre clos le 30 juin 2018, l'EBITDAS publié inclut 37 millions de dollars US de coûts relatifs au Plan de Transformation contre 124 millions de dollars US pour la période comparable de 2017.

L'EBITDAS des activités est un profit de 163 millions de dollars US pour le 1^{er} semestre 2018, représentant 26% du chiffre d'affaires consolidé des activités, comparé à un profit de 149 millions de dollars US, représentant 25% du chiffre d'affaires consolidé des activités pour le 1^{er} semestre 2017.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS et de l'EBIT avec le résultat net de l'ensemble consolidé provenant du compte de résultat, pour chaque période mentionnée :

	3 mois clos le 30 juin					
	2018			2017		
En millions de dollars US	Données des activités	Ajustements IFRS 15 et Plan de Transformation / Restructuration Financière	Données Publiées	Données des activités	Plan de Transformation	Données Publiées
EBITDAS	109,7	(27,0)	82,7	120,0	(94,7)	25,3
Amortissements et dépréciations	(35,8)	_	(35,8)	(42,7)	_	(42,7)
Amortissements et dépréciations des études multi-clients	(39,2)	13,6	(25,6)	(88,9)	_	(88,9)
Amortissements et dépréciations capitalisés des études multi-clients	4,8	_	4,8	7,5	_	7,5
Coût des paiements en actions	0,2	_	0,2	0,6	_	0,6
Résultat d'exploitation	39,7	(13,4)	26,3	(3,5)	(94,7)	(98,2)
Résultat des sociétés mises en équivalence	1,1	_	1,1	(2,5)	_	(2,5)
EBIT	40,8	(13,4)	27,4	(6,0)	(94,7)	(100,7)
Coût de l'endettement financier net			(33,3)			(48,7)
Autres produits (charges) financiers			65,2			0,5
Total impôts sur les bénéfices			(10,2)			(20,8)
Résultat net de l'ensemble consolidé			49,1			(169,7)

Pour les trois mois clos le 30 juin 2018, l'EBITDAS publié est un profit de 83 millions de dollars US, représentant 26% du chiffre d'affaires consolidé publié, comparé à un profit de 25 million de dollars US, représentant 7% du chiffre d'affaires consolidé publié pour le 2^e trimestre 2017.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2018, l'EBITDAS publié inclut 3 millions de dollars US de coûts relatifs au Plan de Transformation contre 95 millions de dollars US pour la période comparable de 2017.

L'EBITDAS des activités est un profit de 110 millions de dollars US pour le 2^e trimestre 2018, représentant 33% du chiffre d'affaires consolidé des activités, comparé à un profit de 120 millions de dollars US, représentant 34% du chiffre d'affaires consolidé des activités pour le 2^e trimestre 2017.Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

	6 mois clos le 30 juin					
	2018			2017		
En millions de dollars US	Données des activités	Ajustements IFRS 15 et Plan de Transformation / Restructuration Financière	Données Publiées	Données des activités	Plan de Transformation	Données Publiées
EBITDAS	162,7	(110,0)	52,7	148,7	(124,4)	24,3
Autres produits (charges) financiers	77,8	750,2	828,0	(1,1)	_	(1,1)
Augmentation (diminution) des provisions	7,4	(12,5)	(5,1)	5,6	(36,5)	(30,9)
(Plus) ou moins-values de cessions d'actif	(6,4)	_	(6,4)	(6,4)	(21,0)	(27,4)
Dividendes reçus	_	_	_	2,0		2,0
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	(73,1)	(763,2)	(836,3)	(19,4)	82,4	63,0
Impôt décaissé	(11,2)	_	(11,2)	1,8		1,8
Variation du besoin en fonds de roulement	0,7	69,6	70,3	(44,6)	_	(44,6)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	157,9	(65,9)	92,0	86,6	(99,5)	(12,9)

Obligations contractuelles (non audité)

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 30 juin 2018 :

	Paiements dus par période				
En millions de dollars US	Moins	2-3 ans	4-5 ans	Après 5	Total
En minions de donars 03	d'un an			ans	
Dettes financières (intérêts capitalisés inclus)	3,9	0,7	627,0	748.5	1 380,1
` '	,	<i>'</i>	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	/-	,
Autres obligations à long terme (intérêts)	82,4	170,7	182,4	32,6	468,1
Total Obligations liées à des dettes financières	86,3	171,4	809,4	781,1	1 848,2
Obligations issues des crédits-baux (non actualisés)	7,8	15,1	7,7	_	30,6
Obligations issues des locations simples	109,2	163,8	133,9	207,6	614,5
- Contrat d'affrètement coque-nue des navires (a)	58,7	101,5	91,3	171,3	422,8
- Autres obligations issues des locations simples	50,5	62,3	42,6	36,3	191,7
Total Obligations contractuelles (b)	203,3	350,3	951,0	988,7	2 493,3

⁽a) Au 30 juin 2018, le montant des engagements hors bilan correspondant aux chartes coques-nue s'élevait à 422,8 millions de dollars US. Ce montant inclut :

^{- 381,2} millions de dollars US liés aux navires opérés via GSS et garantis par CGG SA,

^{- 10,5} millions de dollars US liés aux navires inclus dans le plan de réduction de la flotte, et

^{- 31,1} millions de dollars US liés aux autres navires opérés par le Groupe.

⁽b) Les paiements en devises sont convertis en dollar US au taux de change du 30 juin 2018.

PARTIE 3: CONTROLES ET PROCEDURES

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.